



Rapport annuel 2022

LABORATOIRE D'ÉCONOMIE D'ORLÉANS



LÉO

Laboratoire d'Économie
d'Orléans



UNIVERSITÉ D'ORLÉANS



université
de TOURS



UNIVERSITÉ
Clermont
Auvergne

Sommaire

1	Introduction	3
	Mot du directeur	3
	Highlights	4
	Edito Antenne UCA	5
	Edito Chaire Crédit Agricole	8
2	Ressources humaines	14
	Membres permanents	15
	Départs et Arrivées	16
	Nominations, Prix	18
	Formation doctorale	19
	Soutenances de thèse et insertion professionnelle	20
	Visites	22
	Stagiaires	26
3	Publications	28
	Articles publiés dans des revues scientifiques	30
	Focus sur cinq articles	34
4	Événements	38
	Conférences internationales	38
	Workshops	42
	Tables rondes	46
5	Contrats	48
	Projets Européen	49
	Projets ANR	50
	Chaires d'Entreprises	53
	Projets APR région Centre-Val de Loire	57
	Projets MSH	61
	Autres contrats	63
6	Annexes	64
	Enseignants chercheurs	64
	Liste des doctorants	68

INTRODUCTION

LE MOT DU DIRECTEUR

En tant que directeur du Laboratoire d'Économie d'Orléans, je suis ravi de vous présenter le rapport d'activité annuel 2022.

Depuis trois ans maintenant, nous nous sommes engagés dans une démarche de réalisation de rapports d'activité annuels. Au travers de ces rapports annuels, nous souhaitons rompre avec la vision administrative du rapport d'activité pluriannuel de l'HCERES, certes utile pour l'évaluation des projets scientifiques au long cours d'un laboratoire, mais dont la lecture est peu amène que ce soit pour les financeurs, les différents partenaires du laboratoire, voire pour les collègues de la sphère académique. Notre objectif est de concevoir un document à la fois synthétique tout en étant exhaustif, agréable à lire et qui permette de se faire une idée précise de l'activité scientifique récente du LÉO.

Comme vous allez pouvoir le lire, l'année 2022 a été particulièrement fructueuse pour l'activité scientifique du laboratoire avec entre autres, des publications de qualité, l'organisation de conférences internationales de premier plan comme le 26th Spring Meeting of Young Economists (SMYE 2022) ou la conférence « Environmental Economics: A Focus on Natural Resources », de nombreuses autres manifestations scientifiques (workshops, tables rondes, etc.), des nominations prestigieuses à l'IUF notamment, plusieurs prix comme par exemple le prix de thèse de la Fondation Banque de France, une insertion de qualité de nos docteurs, etc.

Mais je tiens ici à mentionner en particulier deux temps forts de cette année 2022. Le premier est la création en février 2022 d'une antenne de notre laboratoire à l'Université Clermont Auvergne (UCA) comprenant 4 professeurs des universités et une dizaine de doctorants. Cette équipe LEO-UCA vous sera présentée en détail par mon collègue Jean-Louis Combes. Au-delà du renforcement du potentiel scientifique de l'unité, cette création ouvre de nouvelles opportunités notamment vis-à-vis de la formation doctorale. En effet, les membres du LEO-UCA, tout comme plusieurs membres du LEO en poste à Orléans et Tours, possèdent des réseaux scientifiques de premier plan dans les grandes organisations internationales. L'arrivée des collègues de l'UCA va nous permettre d'atteindre une taille critique pour construire un programme de formation doctorale préparant aux carrières dans les organisations internationales. Notre ambition est de faire que ce programme soit rapidement reconnu à l'échelle internationale.

Le deuxième temps fort est la signature d'une chaire d'entreprise avec le Crédit Agricole Centre Loire sur le thème de la transition énergétique et de la transformation des modèles économiques. Cette chaire hébergée par la fondation de l'Institut Louis Bachelier, est portée par mes collègues Camélia Turcu et Yannick Lucotte. Elle a pour objectif d'identifier et de comprendre les évolutions des modèles économiques liées à la transition énergétique dans une approche sectorielle et régionale. En tant que directeur du laboratoire, je me réjouis de la mise en place de cette troisième chaire d'entreprise après la chaire Yomoni en 2020 et la chaire Thélem Assurance en 2021. On peut également citer en 2022 la mise en place d'une thèse CIFRE avec la société de gestion d'actifs Drakai Capital. Notre objectif est de poursuivre cette démarche de mise en place de chaires et de contrats avec des partenaires privés (thèses CIFRE, contrats de veille technologique, etc.). Non seulement ces relations permettent d'accroître nos ressources financières mais elles constituent surtout un signal externe quant à la qualité et l'intérêt des recherches produites au sein de notre laboratoire.

Je termine ce propos en remerciant tout particulièrement Mélie Hénault pour la réalisation de ce rapport.

En vous souhaitant une bonne lecture.

Christophe Hurlin
Directeur du Laboratoire d'Économie d'Orléans (LÉO)



L'Initiative de Recherche « transition énergétique et transformation des modèles économiques » a été lancée en décembre 2022 en partenariat avec le Crédit Agricole Centre Loire sous l'égide de l'Institut Louis Bachelier. Porté par Camélia TURCU et Yannick LUCOTTE, ce projet d'une durée de 3 ans, a pour ambition d'identifier et de comprendre les évolutions des modèles économiques liées à la transition énergétique dans une approche sectorielle et régionale. Il s'agit de la troisième chaire partenariale du LEO, après celles signées en 2020 avec la société Yomoni et 2021 avec Thélem Assurance.

Pour plus d'informations www.institutlouisbachelier.org/en/programme/data-science-and-fraud-detection-in-insurance/

EAYE



Le LEO a organisé l'édition 2022 du Spring Meeting of Young Economists (SMYE) de la European Association of Young Economists (EAYE). Cette conférence européenne annuelle a pour objectif de promouvoir les échanges et les interactions entre jeunes économistes, doctorants ou jeunes chercheurs. Avec le soutien de la Banque Centrale Européenne, l'édition du SMYE 2022 a réuni 125 communications et près de 200 participants français et internationaux. Trois conférenciers de renommée internationale couvrant différents domaines de l'économie, ont été invités pour les sessions plénières : Stéphane Bonhomme (University of Chicago), Kalina Manova (University College London) et Christian Brownlees (Universitat Pompeu Fabra).



institut
universitaire
de France

Christophe Hurlin a été nommé membre senior de l'Institut universitaire de France (IUF) sur chaire fondamentale pour la période 2022-2027. L'IUF a pour mission de favoriser le développement de la recherche de haut niveau dans les universités et de renforcer l'interdisciplinarité.

HIGHLIGHTS

QUELQUES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2022



Le 1^{er} février 2022, l'Université d'Orléans et l'Université Clermont Auvergne (UCA) ont signé une convention de partenariat portant sur la création d'une antenne du LEO. L'équipe LEO-UCA rassemble quatre professeurs et une dizaine de doctorants. Avec cette convention, notre laboratoire accueille désormais une quarantaine d'enseignants chercheurs en économie rattaché en poste dans trois universités : Université Clermont Auvergne, Université de Tours, et Université d'Orléans.



Géosciences pour une Terre durable

brgm



Le LEO a organisé la 3^{ème} édition de la conférence internationale "Environmental Economics: A Focus on Natural Resources" les 7 et 8 avril 2022. Cette conférence bisannuelle donne l'opportunité aux participants de discuter de leurs recherches et d'échanger des idées autour des thématiques des ressources naturelles et des challenges environnementaux. Avec le soutien du Labex Voltaire, du réseau INFERR et de la Région Centre-Val de Loire, l'édition de l'EENR 2022 a réuni 42 présentations, une centaine de participants français et internationaux provenant d'une dizaine de pays ainsi qu'une table ronde d'acteurs locaux impliquant notamment le BRGM.

EDITO

Création d'une antenne du LEO à l'Université Clermont Auvergne



13 octobre 23

Professeur Jean-Louis Combes,

Responsable de l'équipe LEO-UCA,

membre du Conseil de Laboratoire du LEO

En février 2022, l'Université d'Orléans et l'Université Clermont Auvergne (UCA) ont signé une convention de partenariat portant sur la création d'une antenne du LEO. L'équipe LEO-UCA est rattachée à l'École Doctorale des Sciences Juridiques, Economiques, Politiques et de Gestion (SJEPG). Le LEO-UCA est localisé au troisième étage du Pôle Tertiaire de l'UCA, dans les locaux de l'École d'Economie de l'UCA. Ses membres participent à l'appui recherche

des formations de l'École d'Economie et assurent la responsabilité de deux parcours de Master, dont le parcours anglophone (Development Economics) incorporé à l'un des deux programmes de Master Erasmus Mundus de l'UCA.

Domaine de recherche

L'objet d'étude de l'équipe LEO-UCA est la soutenabilité : soutenabilité environnementale, des ressources naturelles, du capital humain, de la dette ou des finances publiques.

Soutenabilité de la dette publique. Depuis une trentaine d'années, on a assisté à l'émergence de banques centrales indépendantes sujettes à un régime de ciblage d'inflation. De plus, si les gouvernements ont tenté de s'attaquer aux déficits excessifs en adoptant des règles budgétaires, la crise financière de 2007-2008, la crise sanitaire et la flambée inflationniste actuelle se sont traduites par un fort accroissement de l'endettement public. Il apparaît que les travaux existants considèrent le plus souvent les politiques monétaire et budgétaire de façon isolée. Dans les faits, cette dichotomie n'est pas fondée. Les travaux de l'équipe portent donc sur l'analyse du « policy-mix », c'est-à-dire le dosage optimal des politiques monétaires et budgétaires.

Soutenabilité environnementale. Les économies soutenables doivent nécessairement internaliser les différentes formes d'externalités négatives et mettre en place les incitations adéquates en faveur de la préservation de l'environnement et des services écosystémiques. Les travaux des chercheurs du LEO-UCA contribuent à l'élaboration



des politiques environnementales optimales. Les champs d'investigation portent sur les problèmes environnementaux majeurs tels que le changement climatique, la pollution aux particules fines, la congestion urbaine, la question du recyclage, la préservation de la biodiversité ou la transition énergétique. Un accent particulier est accordé aux interactions entre la dette publique et la dette environnementale.

Soutenabilité de l'usage des ressources naturelles.

La plupart des ressources naturelles sont des biens communs, ce qui peut conduire à leur surexploitation. Un exemple emblématique est la forêt, alors même que son importance est avérée dans la lutte contre le réchauffement climatique ou le maintien des services écosystémiques. Par ailleurs, l'extraction minière n'est pas sans conséquence sur la santé, l'éducation mais également la déforestation. Les travaux de l'équipe cherchent notamment à identifier les causes de la déforestation afin de conseiller au mieux les décideurs publics sur les politiques à mener.

Soutenabilité du capital humain. L'une des questions importantes posées par les dynamiques sociétales est celle de la nature de la relation entre le progrès technique, l'emploi et la qualification de la main d'œuvre. Les travaux du LEO-UCA apportent un éclairage sur cette question dans une optique historique de long terme : nous explorons l'impact de la rupture fondamentale de la Première Révolution Industrielle sur l'éducation en utilisant notamment des données historiques allemandes.

Les méthodes de recherche des membres de l'équipe combinent à la fois modélisation théorique et tests statistiques et économétriques. Les données peuvent porter sur un territoire, être géolocalisées et donc nécessiter le recours à des systèmes d'information géographique. Ces travaux nécessitent fréquemment le recours à l'interdisciplinarité en particulier avec les sciences de l'environnement, les sciences géographiques et les sciences historiques.

Equipe

Le LEO-UCA compte quatre Professeurs Agrégés des Universités en poste à l'UCA, trois chercheurs associés et quatorze doctorants au 1^{er} octobre 2023 inscrits à l'ED SEJPG. Les deux doctorants recrutés à la rentrée 2023 bénéficient d'une allocation et d'une demie allocation de recherche de l'UCA. La liste des membres ainsi que les activités de l'équipe sont présentées sur le site web du LEO-UCA.

La professeure Sonia Schwartz est une économiste de l'environnement, spécialiste des problématiques d'économie de l'environnement mais aussi d'économie publique et d'économie industrielle. La professeure Pascale Motel Combes est une spécialiste des problématiques d'économie de l'environnement et des ressources naturelles. Sonia Schwartz et Pascale Motel Combes sont intégrées dans l'axe de recherche Economie Internationale et Développement Durable du LEO. Le professeur Alexandru Minea est un macroéconomiste spécialiste de la dette publique, de la croissance endogène, du ciblage d'inflation et des règles budgétaires. Le professeur Jean-Louis Combes est un macroéconomiste spécialiste des questions budgétaires et monétaires. Il a également travaillé sur les questions relatives aux transferts de migrants. Alexandru Minea et Jean-Louis Combes sont intégrés dans l'axe Macroéconomie et Finance du LEO.

Les doctorants du LEO-UCA ont obtenu des financements divers : 5 allocations de l'UCA ; un financement Région Auvergne-Rhône-Alpes par le CPER ; 2 bourses Eiffel ; un financement par le programme Erasmus Mundus porté notamment par le professeur Pascale Motel Combes et des bourses de gouvernements étrangers comme le Burkina Faso.

Activités

Les activités scientifique du LEO-UCA sont multiples : animation scientifique à destination des doctorants, appui recherche au Master « Economie du développement » de l'UCA, montage de formations et production scientifique. Les doctorants ont notamment participé aux Journées Doctorales du Développement organisées par le LEO (26-27 janvier 2023), aux Journées doctorales du LEO (1^{er} et 2 juin 2023) et à la Journée de l'Ecole Doctorale SEJPG de l'UCA le 23 juin 2023. Outre la participation aux différents séminaires de recherche organisés par le LEO à Orléans et accessibles en ligne, le LEO-UCA a organisé plusieurs séminaires de recherche. Il peut s'agir de discussion de papiers de doctorants ou bien, en format hybride, d'une présentation d'un article de recherche par un intervenant extérieur. Dix séminaires ont été organisés depuis février 2022 qui contribuent notamment au dispositif d'initiation à la recherche des étudiants de Master.

L'un des atouts du LEO-UCA est son réseau d'anciens doctorants. Ce réseau a été sollicité pour monter un DU de l'Université d'Orléans « Préparation aux

Carrières d'Economistes dans les Organisations Internationales» dont l'objectif est d'y renforcer l'insertion des futurs docteurs, principalement du LEO. Le programme associe des conférences des anciens et permanents. Cette formation courte, dont l'ouverture est prochaine, devrait contribuer à la visibilité et au rayonnement du laboratoire.

La production scientifique depuis février 2022 compte 15 articles de recherche publiés dans des revues classés par le HCERES et une contribution à un ouvrage collectif. A cela, il convient de rajouter 11 documents de travail. Deux thèses ont été soutenues en 2022 et une autre est programmée pour le mois de décembre. Des soutenances de thèses sont aussi prévues en 2024. Le rayonnement scientifique du LEO-UCA se traduit par plus de 30 participations à conférences internationales, tables-rondes, vulgarisation, etc. La liste complète est disponible sur ce lien.

L'intégration des chercheurs du LEO-UCA a été d'autant plus facile que tous ont déjà collaboré avec plusieurs membres du LEO que ce soit au travers de codirection de thèse et/ou de publications jointes. Mais au-delà du renforcement du potentiel scientifique de l'unité, cette création ouvre de nouvelles opportunités notamment vis-à-vis de la formation doctorale. En effet, les membres du LEO-UCA, tout comme plusieurs membres du LEO Orléans et Tours, possèdent des réseaux scientifiques de premier plan dans les organisations internationales. Notre ambition est de fédérer ces réseaux pour construire un programme de formation préparant aux carrières dans ces organisations internationale, qui soit reconnu à l'échelle nationale et internationale.

Bibliographie

- Apeti, A.E. (2023) 'Sovereign debt default and inequality', *Industrial and Corporate Change*, 32 (2), pp. 502-521. Available at : <https://doi.org/10.1093/icc/dtac058>.
- Apeti, A.E., Bambe, B.-W.-W. and Lompo, A.A.B. (2023) 'Determinants of public sector efficiency: a panel database from a stochastic frontier analysis', *Oxford Economic Papers*, p. gpad036. Available at : <https://doi.org/10.1093/oeq/gpad036>.
- Apeti, A.E., Combes, J.-L. and Minea, A. (2023) 'Inflation targeting and the composition of public expenditure: Evidence from developing countries', *Journal of Macroeconomics*, 76, p. 103523. Available at : <https://doi.org/10.1016/j.jmacro.2023.103523>.
- Apeti, A.E. and Edoh, E.D. (2023) 'Tax revenue and mobile money in developing countries', *Journal of Development Economics*, 161, p. 103014. Available at : <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2022.103014>.
- Balima, H., Minea, A. and Vinturis, C. (2023) 'Do sovereign credit rating events affect the foreign exchange market? Evidence from a treatment effect analysis', *Southern Economic Journal*, 90(1), pp. 156-181. Available at : <https://doi.org/10.1002/soej.12633>.
- Balvir, D. (2023) 'Fiscal rules: the imitation game', *Applied Economics* [Preprint]. Available at : <https://doi.org/10.1080/00036846.2023.2170969>.
- Bambe, B.-W.-W. (2023) 'Inflation targeting and private domestic investment in developing countries', *Economic Modelling*, 125, p. 106353. Available at : <https://doi.org/10.1016/j.econmod.2023.106353>.
- Barbier-Gauchard, A. and Combes, J.-L. (2021) 'La politique budgétaire à l'épreuve de la crise sanitaire : enjeux et perspectives. Introduction', *Revue française d'économie*, XXXVI(3), pp. 3-17. Available at : <https://doi.org/10.3917/rfe.213.0003>.
- Boly, M., Combes, J.-L., Menuet, M., et al. (2022) 'Can public debt mitigate environmental debt? Theory and empirical evidence', *Energy Economics*, p. 105895. Available at : <https://doi.org/10.1016/j.eneco.2022.105895>.
- Boly, M., Combes, J.-L., Combes Motel, P., et al. (2022) 'Environmental Awareness and Electoral Outcomes', in K.F. Zimmermann (ed.) *Handbook of Labor, Human Resources and Population Economics*. Cham : Springer International Publishing, pp. 1-26. Available at : https://doi.org/10.1007/978-3-319-57365-6_249-1.
- Boly, M., Combes, J.-L. and Combes Motel, P. (2023) 'Does environment pay for politicians?', *Economic Modelling*, p. 106491. Available at : <https://doi.org/10.1016/j.econmod.2023.106491>.
- Combes, J.-L. and Combes Motel, P. (2022) 'Que nous apprend la littérature récente sur la « nature et les causes de la richesse des nations »?', *Mondes en développement*, 199-200(3-4), pp. 289-313. Available at : <https://doi.org/10.3917/med.199.0293>.
- Combes, J.-L. and Lesuisse, P. (2022) 'Inflation and unemployment, new insights during the EMU accession', *International Economics*, 172, pp. 124-142. Available at : <https://doi.org/10.1016/j.inteco.2022.09.004>.
- Kishor, N.K., Minea, A. and Pasricha, G.K. (2023) 'Introduction to the special issue "Macroeconomic Policy in Turbulent Times in EMEs"', *Indian Economic Review*, 58(2), pp. 253-260. Available at : <https://doi.org/10.1007/s41775-023-00195-8>.
- Tapsoba, T.A., Combes Motel, P. and Combes, J.-L. (2023) 'Transferts de migrants, sécurité alimentaire et variabilité climatique : le cas du Burkina Faso', *Revue économique*, 74(2), pp. 53-81. Available at : <https://doi.org/10.3917/reco.742.0053>.

EDITO

Transition énergétique et transformation des modèles économiques

Initiative de Recherche de l'Institut Louis Bachelier en partenariat avec le Crédit Agricole Centre Loire

Yannick LUCOTTE



Le développement économique est devenu indissociable des conditions environnementales et sociales. Le défi de la transition énergétique passera inévitablement par de profondes mutations de l'économie. Dans cette optique, les établissements bancaires et financiers joueront un rôle central dans la conduite et la réussite de cette transformation. Les conclusions de l'exercice climatique pilote conduit par l'ACPR en 2020 montrent en résumé que l'exposition des établissements bancaires français aux secteurs les plus concernés par le risque de transition tels qu'identifiés dans cet exercice (industries extractives, raffinage, pétrole, agriculture, etc.), est aujourd'hui relativement

faible. Toutefois, plusieurs études mettent en avant la nécessité de renforcer la connaissance, la projection et la modélisation de ces transformations sectorielles et intra-sectorielles qui seront induites par la transition vers une économie neutre en carbone à horizon 2050.

Dans ce contexte, l'Initiative de Recherche « Transition énergétique et transformation des modèles économiques » a pour objectif d'identifier et de comprendre les évolutions des modèles économiques liées à la transition énergétique dans une approche sectorielle et régionale, afin de mieux accompagner les clients du Crédit Agricole Centre Loire (CACL) dans leurs transitions. Ce projet de recherche mené sous l'égide de l'Institut Louis Bachelier, rassemble des spécialistes en macroéconomie-finance et en économie de l'environnement. Il vise à contribuer au développement et à la diffusion dans les milieux académiques et professionnels des avancées récentes de la recherche dans le domaine de la transition énergétique et de la modélisation économique y afférente. Les membres du LEO impliqués dans ce projet sont Yannick Lucotte (responsable scientifique), Camelia Turcu (responsable administrative) et Matilda Baret (doctorante financée par l'Initiative de Recherche).

Le Crédit Agricole Centre Loire s'étend sur les départements du Cher, du Loiret et de la Nièvre. L'entreprise, dont le réseau de distribution physique est composé de 144 agences de proximité, emploie plus de 2000 collaborateurs. Son siège social est basé à Saint-Jean-de-Braye. Avec plus de 650 000 clients, Crédit Agricole Centre Loire est aujourd'hui la première banque des particuliers et des petites et moyennes entreprises en termes de part de marché crédit sur les trois départements concernés. Fin 2022, l'entreprise affichait un Produit Net Bancaire (PNB) de l'ordre de 377 millions d'euros. Fort de son maillage territorial, Crédit Agricole Centre Loire est une banque de proximité qui sait s'adapter à ses clients, qu'ils soient particuliers, professionnels, agriculteurs, entreprises ou encore organismes associatifs ou publics. En plus de son rôle de banquier et d'assureur, Crédit Agricole Centre Loire accompagne les initiatives locales sur son territoire: partenariats, soutiens multiples dans divers domaines, aide humanitaire, préservation du patrimoine, mais aussi collaborations universitaires, dont l'Initiative de Recherche en est le reflet concret.



CLIMATE CHANGE

Le projet se décline en trois principaux axes : (i) décrire et analyser d'une manière théorique et quantitative les effets potentiels des risques climatiques, notamment du risque de transition, et les interactions sectorielles et intra-sectorielles sur la base de différents scénarios de transition ; (ii) identifier et comprendre les évolutions des modèles économiques dans le contexte actuel de transition énergétique et analyser les risques et opportunités associés pour le secteur bancaire français ; (iii) proposer une application sur l'économie du territoire et sur le portefeuille clients du Crédit Agricole Centre Loire.

Risques climatiques pour le secteur bancaire et défis du financement de la transition énergétique

Les risques climatiques pour le secteur bancaire sont aujourd'hui au cœur du débat et constituent une préoccupation majeure pour le superviseur et le régulateur, car ils tendent à exacerber les risques bancaires traditionnels (risque de crédit, risque de marché, risque de liquidité, risques opérationnels), et pourraient donc à terme avoir un impact significatif sur la stabilité financière. On distingue habituellement deux grandes catégories de risques climatiques : les risques physiques (aigus et chroniques) et le risque de transition¹.

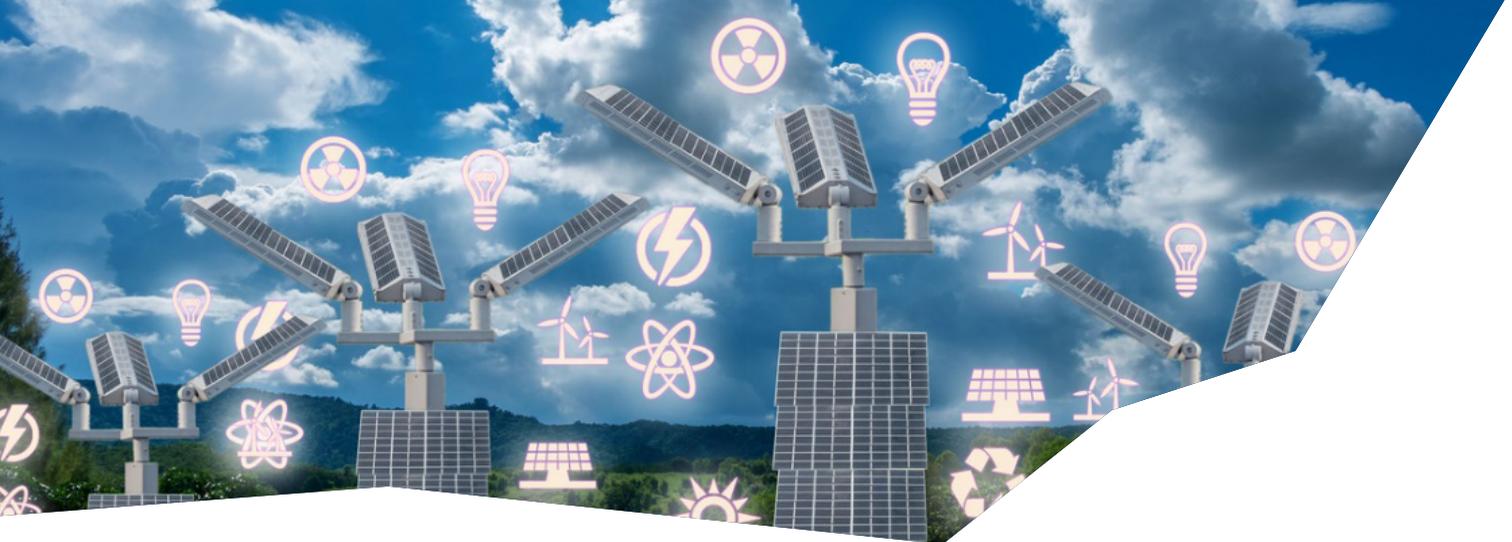
Les risques physiques aigus sont liés aux impacts directs du changement climatique, tels que les catastrophes naturelles (tempêtes, ouragans, inondations, feux de forêt) et les événements météorologiques extrêmes. L'augmentation attendue de l'intensité et de l'occurrence des catastrophes naturelles risque d'augmenter la vulnérabilité financière des entreprises et des ménages confrontés à ce type d'événements climatiques, conduisant à une dégradation de la qualité du portefeuille de crédits des établissements bancaires et à une augmentation du risque de crédit. En effet, les pertes liées aux

biens immobiliers et aux infrastructures endommagés par ces événements climatiques extrêmes, mais également les pertes d'exploitation pour les entreprises, peuvent entraîner des défauts de paiement et accroître les pertes en cas de défaut, réduisant ainsi la qualité des actifs des banques.

Ceci est d'autant plus vrai que la couverture assurantielle des catastrophes naturelles est amenée à baisser au cours des prochaines années, notamment du fait que la hausse des primes d'assurance pour la couverture de ce type de risques pourrait forcer un nombre croissant d'assurés à se détourner de l'assurance. Comme le rappelle la Banque Centrale Européenne dans un rapport récent (BCE, 2023), le taux de couverture assurantielle des catastrophes naturelles est déjà relativement faible. Actuellement, un quart seulement de l'ensemble des sinistres liés à des catastrophes climatiques dans l'Union européenne est assuré. Dans certains pays européens, le chiffre est inférieur à 5 %. Or, si les sinistres engendrés ne sont pas couverts par l'assurance, la rapidité avec laquelle les ménages et les entreprises peuvent reprendre leurs activités est réduite, ce qui ralentit la reprise économique. Des perturbations durables des chaînes d'approvisionnement peuvent également avoir des répercussions d'une entreprise à l'autre et affecter la capacité des entreprises à rembourser leurs prêts, augmentant ainsi les expositions des banques au risque de crédit.

Les risques physiques chroniques font quant à eux référence aux menaces et aux perturbations persistantes qui résultent de changements climatiques à long terme, tels que l'augmentation des températures et des épisodes de sécheresse, qui pourraient avoir un impact significatif et durable sur l'activité et la rentabilité de certains secteurs d'activité. On pense par exemple au

¹ Le risque de réputation est également considéré comme un risque lié au changement climatique. Les banques sont en effet de plus en plus exposées à des risques de réputation liés à leur soutien aux industries fortement émettrices de carbone. Les clients, les investisseurs et les régulateurs sont de plus en plus sensibles aux questions environnementales, et les banques qui ne s'engagent pas dans des pratiques durables peuvent subir des pertes de clients, des pressions d'investisseurs et des sanctions réglementaires.



secteur du tourisme d'hiver, mais aussi au secteur de l'agriculture, pour lequel les variations de température et les changements dans les régimes de précipitations pourraient avoir un impact significatif sur la production agricole et les revenus des agriculteurs. En raison de leur exposition sur un certain nombre de ces secteurs d'activité, les banques voient le risque de crédit augmenter pour les entreprises concernées par ces risques physiques chroniques. Bien entendu, l'intensité et la nature de ces risques varient considérablement en fonction de la localisation géographique des contreparties, mais aussi en fonction de la capacité des entreprises à adapter leurs technologie et mode de production. Cela souligne surtout l'importance pour les établissements bancaires d'accompagner leur clientèle professionnelle à travers le financement de mesures d'adaptation et d'atténuation permettant à ces secteurs d'activité de minimiser les perturbations potentielles engendrées par ces risques physiques chroniques.

La question de l'accompagnement de la clientèle se pose également en ce qui concerne le risque de transition. Ce risque s'entend comme le risque de transition brutale vers une économie plus durable. Il est lié aux défis et aux menaces qui pèsent sur certaines entreprises ou certains secteurs d'activité du fait des évolutions réglementaires et technologiques attendues afin de réduire les émissions de carbone. Les banques sont exposées à ces risques car elles ont souvent des prêts et des investissements importants dans des secteurs fortement émetteurs de carbone, tels que le secteur de l'immobilier et de la construction, le secteur de l'automobile, ou encore le secteur des industries extractives. Les changements réglementaires à venir visant à réduire les émissions de carbone

pourraient dès lors entraîner des dépréciations d'actifs et des pertes sur les portefeuilles de prêts.

Les canaux de transmission des risques climatiques aux risques bancaires traditionnels sont donc multiples. Les banques doivent donc prendre en compte ces risques climatiques dans leur gestion des risques, leur stratégie commerciale, leurs politiques d'octroi de crédit et leurs pratiques d'investissement pour atténuer les impacts potentiels sur leur santé financière.

Pour faire face à ces risques, de nombreuses banques adoptent des approches de gestion des risques climatiques, intègrent l'analyse des risques climatiques dans leurs processus de prise de décision et développent des stratégies de transition vers une économie plus durable. Les régulateurs et les autorités de supervision bancaire commencent également à examiner de plus près la manière dont les banques gèrent ces risques et envisagent d'introduire des normes et des réglementations spécifiques pour renforcer la résilience du secteur bancaire face aux risques climatiques.

L'évaluation des émissions de gaz à effet de serre au cœur de la problématique du risque de transition

Afin de prévenir et limiter leur exposition au risque de transition, les banques se doivent par conséquent d'évaluer précisément les émissions de gaz à effet de serre des contreparties qu'elles financent et des actifs dans lesquels elles investissent. Or, l'empreinte carbone d'une entreprise ne se limite pas aux simples émissions directes (Scope 1) et indirectes (Scope 2) générées par l'entreprise à travers son processus de production. Elle doit également intégrer les émissions de gaz à effet de serre dites indirectes (Scope 3), à savoir toutes les émissions en amont et en aval de la chaîne de

valeur de l'entreprise. Pour la plupart des secteurs d'activité, les émissions Scope 3 représentent une part très importante des émissions totales de gaz à effet de serre.

Malheureusement le nombre d'entreprises soumises à l'obligation de publier leur Scope 3 reste encore relativement faible. Depuis le 1^{er} janvier 2023, cette obligation ne concerne en effet que les soumises à la Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF), à savoir les entreprises de grande taille employant au moins 500 salariés et dont le chiffre d'affaires ou le total du bilan dépassent un certain seuil. Ces entreprises ne représentent souvent qu'une faible part du portefeuille crédits des établissements bancaires français.

Même si le périmètre des entreprises soumises à la DPEF est amené à s'élargir au cours des prochaines années, les banques sont donc aujourd'hui contraintes de développer des approches méthodologiques leur permettant d'approximer les émissions totales de gaz à effet de serre des contreparties qu'elles financent si elles souhaitent avoir une évaluation et un suivi relativement fins de leur exposition et de leur vulnérabilité au risque de transition. Comme le révèle le premier stress test climatique de la Banque Centrale Européenne (BCE) publié en juillet 2022, plus de 80 % des émissions Scope 3 considérées par les grandes banques de la zone euro sont issues d'approximations, aboutissant à une très forte dispersion des émissions Scope 3 communiquées par les banques à la BCE pour une même entreprise. Plus inquiétant, cette forte dispersion est également observée lorsque l'on compare les données d'émissions Scope 3 provenant de différents fournisseurs de données externes. Un certain nombre de travaux académiques récents arrivent au même constat lorsque l'on élargit le spectre d'analyse aux données ESG (Environnement, Social, Gouvernance)[voir par exemple Berg et al., 2022].

Face à ce constat, la BCE a donc expressément demandé au secteur bancaire européen de faire des efforts conséquents afin de collecter les données adéquates et de développer des méthodologies satisfaisantes qui permettront de quantifier de manière beaucoup plus fiables les émissions totales de gaz à effet de serre de leurs contreparties, et notamment les émissions Scope 3. Le défi est toutefois immense pour les banques.

En effet, derrière ce troisième Scope se cache une réalité complexe. Il inclut non seulement les émissions relatives aux chaînes de valeur amont et aval des activités de production, mais aussi toutes les activités impliquant des fournisseurs, du trajet domicile-travail des employés à la location d'équipements. Au-delà d'englober un large éventail d'activités, les chaînes d'approvisionnement sont également complexes et mondiales, ce qui rend la traçabilité des émissions de Scope 3 difficile. En outre, les données existantes sur les émissions de Scope 3 sont souvent non standardisées, ce qui signifie qu'elles peuvent varier en termes de méthodologie, de périmètre géographique et de qualité d'une source à l'autre. Cela rend la consolidation et la comparabilité des données extrêmement difficiles pour les banques.

Malgré ces nombreux défis, les banques sont conscientes de l'importance d'évaluer de façon beaucoup plus granulaire les émissions Scope des contreparties qu'elles financent ou dans lesquelles elles investissent, et ce afin de répondre aux pressions réglementaires et aux attentes des parties prenantes, mais surtout afin d'avoir une meilleure vision et un meilleur suivi de leur exposition potentielle au risque de transition. L'évaluation des Scopes d'émission est amenée à devenir très rapidement un élément essentiel de la politique d'octroi de crédits des banques en raison de ses implications financières, réglementaires, sociales et environnementales. Cela contribuera de plus à promouvoir une finance plus durable et à atténuer les risques liés au changement climatique et à d'autres enjeux environnementaux.

La loi climat et résilience : premier choc de transition pour le secteur bancaire français

La loi « portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets », dite loi Climat et Résilience ou simplement loi Climat-Résilience, est une loi française promulguée le 22 août 2021. Fruit des travaux de la Convention citoyenne pour le climat, les dispositions de cette loi, touche tous les domaines : l'éducation, la consommation, les déplacements, et surtout le logement. Pour atteindre l'objectif ambitieux d'une neutralité carbone en 2050, un des grands chantiers de cette loi est en effet l'immobilier. Pour cause,

le secteur du bâtiment est responsable, à lui seul, d'un quart des émissions de gaz à effet de serre en France et sa consommation représente plus de 40 % de toute l'énergie consommée sur l'ensemble du territoire.

Afin d'inverser cette tendance, la loi climat et résilience s'attaque aux « passoires thermiques » en fixant un calendrier strict pour les propriétaires bailleurs en fonction du diagnostic de performance énergétique (DPE) du bien mis en location : interdiction à la location des biens classe G en 2025, des biens classe F en 2028, et enfin des biens classe E en 2034. Or, ces trois classes sur l'échelle du DPE représente actuellement une part très importante (plus de 40 %) du parc de logements privés en France. La modification de la méthode de calcul du DPE entrée en vigueur en 2021 a en effet eu pour effet de renforcer la part de logements classés F ou G.

Or, comme le rappelle l'ACE (2021), ces nouvelles contraintes réglementaires ne seront pas sans conséquence sur l'évolution future du marché immobilier français. Les restrictions sur les locations des biens immobiliers dits « énergivores » vont tendre à exacerber le risque de crédit immobilier pour le secteur bancaire, et ce à travers différents canaux. Le premier canal qui tend à se dessiner depuis quelques mois, renforcé par un contexte de resserrement de la politique monétaire et de durcissement des conditions d'accès au crédit immobilier, est lié à une baisse des prix plus marquée des biens immobiliers mal classés en termes de performance énergétique (F ou G), considérés comme moins attractifs. Leur valeur de marché pourrait en effet diminuer plus fortement en raison des coûts énergétiques plus élevés pour les propriétaires et des coûts potentiels de rénovation pour améliorer leur performance énergétique. En cas de défaut de l'emprunteur et de revente forcée ou de saisie du bien, les banques devraient alors supporter une perte financière plus élevée. En outre, les biens immobiliers classés F ou G étant plus difficiles à vendre, les banques pourraient se retrouver avec des biens saisis qui restent vacants pendant de longues périodes, ce qui entraînerait des coûts d'entretien et de gestion supplémentaires.

L'interdiction de location de ces biens immobiliers dits « énergivores » va également influencer significativement la capacité de remboursement de certains propriétaires bailleurs, exacerbant le risque de défaut d'un certain nombre d'emprunteurs à qui

les banques avaient accepté de prêter pour financer de l'investissement locatif avant la promulgation de la loi climat et résilience. Le financement de travaux de rénovation par l'établissement bancaire pour améliorer la performance énergétique du bien immobilier peut être envisagé comme une solution pour éviter l'interdiction de location, mais du fait des coûts importants que cela peut représenter (entre 200 et 350 euros par m² pour passer d'une étiquette G à D), la contrepartie est une augmentation significative du taux d'endettement de l'emprunteur, et donc in fine du risque de crédit. De plus, comme le rappelle l'ACE (2021), un risque additionnel à ne pas négliger réside dans l'incertitude de la qualité des travaux de rénovation, qui s'ils ne sont pas réalisés de manière optimale, pourraient ne pas permettre d'atteindre le gain attendu en termes de DPE. Le risque « technologique » viendrait alors aggraver les résultats du risque réglementaire (ACE, 2021).

Pour réduire les risques de défaut et de perte en cas de défaut associés cette loi climat et résilience, les établissements bancaires françaises ont récemment fait évoluer leurs politiques de prêts immobiliers, en mettant en place des politiques de prêt plus restrictives pour les biens immobiliers mal classés en termes de DPE, en exigeant notamment un apport plus important de la part de l'emprunteur ou en fixant des taux d'intérêt débiteurs plus élevés pour couvrir le risque sous-jacent au financement de ce type de biens.

Les banques ont également vu dans cette évolution réglementaire l'occasion d'accompagner leurs clients et de développer un nouveau marché, en développant une gamme attractive de prêts rénovation, visant à encourager leurs clients à entreprendre des travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique de leur bien, et ainsi réduire les risques à long terme.

Dans ce contexte, et face à la nécessité pressente pour les établissements de crédit de mieux appréhender, évaluer et suivre leur exposition aux risques climatiques, l'agenda de recherche de l'Initiative de Recherche s'articule autour de quatre axes principaux : (i) des publications scientifiques centrées sur le développement d'outils méthodologiques et statistiques permettant de mesurer de façon plus granulaire le risque de transition, afin d'évaluer ensuite empiriquement à l'aide d'exercices de stress-tests dans quelle mesure le risque de transition pourrait tendre à exacerber

les paramètres du risque de crédit ; (ii) le lancement d'appels à projets internationaux et d'un programme d'accueil de chercheurs étrangers ; (iii) l'organisation d'un cycle de conférences grand public ; et enfin, (iv) le lancement d'un programme de formations à destination des collaborateurs, administrateurs et clients du Crédit Agricole Centre Loire et des universitaires souhaitant avoir un premier éclairage sur les enjeux et défis liés à la transition vers une économie plus durable.

Références

BCE. (2022). 2022 climate risk stress test. ECB Banking Supervision, Juillet 2022.

BCE. (2023). Policy options to reduce the climate insurance protection gap. Discussion Paper, Avril 2023, European Central Bank.

Berg, F., Koelbel, J. F., & Rigobon, R. (2022). Aggregate confusion : The divergence of ESG ratings. *Review of Finance*, 26(6), 1315-1344.

I4CE. (2021). L'intégration des facteurs de risque de transition au niveau sectoriel - Nouvelles perspectives pour les stress-tests et autres outils de gestion du risque climatique. *Institute for Climate Economics*, Juillet 2021.

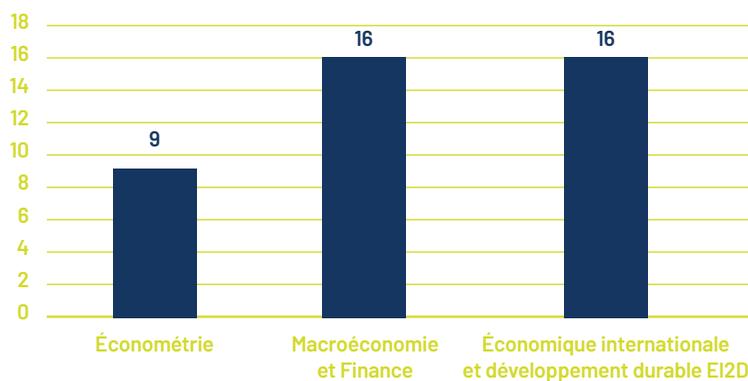


Ressources Humaines

Le Laboratoire d'Économie d'Orléans (LEO) regroupe 145 membres parmi lesquels 41 enseignants-chercheurs, 3 enseignants-chercheurs en détachement, 4 enseignants-chercheurs émérites, 2 personnels administratifs, 1 ingénieur d'études, 2 post-doctorants, 65 doctorants et 27 chercheurs associés.

L'activité scientifique du LEO est structurée d'une part en équipes, d'autres par en projets.

Les 3 équipes, disposant d'une grande autonomie dans l'organisation de leurs travaux, structurent la recherche de façon permanent et balayent un champ relativement large :



Répartition des enseignants chercheurs en poste par équipe de recherche

L'équipe **Économie Internationale et Développement Durable (EI2D)** développe ses recherches autour des thématiques suivantes :

- Economie des ressources,
- Economie internationale,
- Economie de l'environnement,
- Développement Durable,
- Conflits et Migrations.

Responsables : **Camélia TURCU** et **Daniel MIRZA**

L'équipe **Econométrie** développe des recherches autour de quatre thématiques :

- Économétrie financière,
- Interface Machine Learning et économétrie,
- Économétrie théorique et appliquée,
- Recherche reproductible.

Responsable : **Christophe RAULT**

L'équipe **Macroéconomie et Finance** développe ses recherches dans trois directions :

- Politique prudentielle et risques financiers,
- Finance comportementale,
- Dépenses publiques et dettes,

Responsables : **Alexis DIRER**



Membres permanents

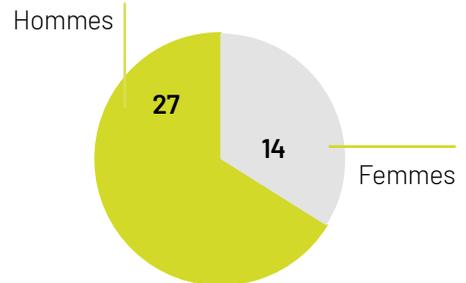
En 2022, le LEO compte 41 membres permanents

- 17 professeurs d'université dont 11 sont rattachés à l'université d'Orléans et 2 à l'université de Tours et 4 à l'Université Clermont Auvergne
- 24 maîtres de conférences dont 20 sont rattachés à l'université d'Orléans et 4 à l'université de Tours

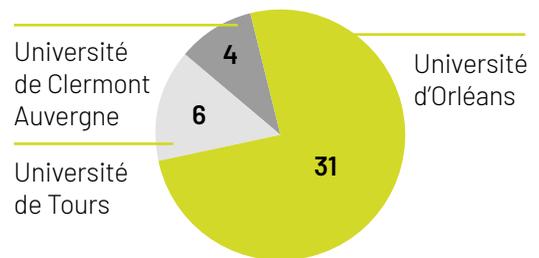
Le LÉO compte également parmi ses membres 3 professeurs d'université émérites.



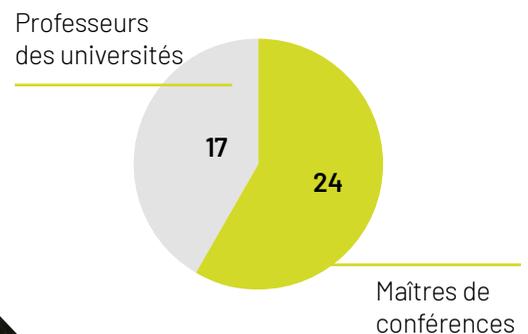
Répartition des enseignants chercheurs par genre



Répartition des enseignants chercheurs par université d'origine



Répartition des enseignants chercheurs par grade



Départs et Arrivées

ARRIVÉES • MEMBRES PERMANENTS



Par convention entre l'Université Clermont Auvergne et l'Université d'Orléans, quatre professeurs d'université et leurs doctorants rejoignent notre laboratoire à compter du 1^{er} février 2022 : Pascal MOTEL-COMBES, Sonia SCHWARTZ, Jean-Louis COMBES et Alexandru MINEA.



Pascal Motel COMBES Professeur des Universités // LEO - Université Clermont Auvergne

est spécialiste d'économie du développement international, en particulier en lien avec les questions environnementales et de gestion des ressources naturelles. Ses travaux combinent des modélisations théoriques et une recherche appliquée.

Elle est professeure depuis 1996 et en poste à l'UCA depuis 1999. Elle a participé à de nombreux contrats de recherche et dispose d'un important réseau de collaborations internationales.



Professeur des Universités
LEO - Université Clermont Auvergne

Sonia SCHWARTZ

a soutenu une thèse en 2004 à l'université de Franche-Comté. Après avoir été maître de conférences à l'Université d'Aix-Marseille, elle a intégré l'Université Clermont Auvergne en 2012 en tant que professeure des universités. Ses travaux de recherche sont axés sur l'économie de l'environnement. Elle s'intéresse notamment à la définition optimale des politiques environnementales en présence de défaillances de marché.



Professeur des Universités
LEO - Université Clermont Auvergne

Jean Louis COMBES

est professeur depuis 1996, en poste à l'UCA depuis 1999. Ses axes de recherche couvrent les aspects macroéconomiques des analyses du développement aussi bien d'un point de vue théorique que par des travaux d'économétrie appliquée. Il a dirigé le GDR Economie du développement et de la transition pendant 7 années et a exercé de nombreuses responsabilités d'administration de la recherche.



Alexandru MINEA Professeur des Universités // LEO - Université Clermont Auvergne

a soutenu sa thèse en 2007 à l'Université d'Orléans. Après un passage par l'institut national de la statistique et des études économiques du Luxembourg, il devient professeur à l'UCA en 2010. Son domaine de recherche privilégié est la macroéco-

nomie et l'analyse des politiques économiques dans une optique théorique. Ses travaux ont reçu de nombreux prix et il dispose d'un important réseau international de collaborations, particulièrement en Europe Centrale et Amérique du Nord.



Karine CONSTANT Maître de conférences // LEO – Université d'Orléans

a rejoint l'Université d'Orléans et le LEO en septembre 2022 en tant que maîtresse de conférences. Elle occupait auparavant ce poste au sein de l'Université Paris Est Créteil et du laboratoire ERUDITE depuis 2016, après avoir soutenu sa thèse à l'Aix-Marseille Université et au laboratoire AMSE en 2015. Ses travaux de recherche s'inscrivent en économie de l'environnement, en macroéconomie et en économie

internationale. Ils portent sur les interactions réciproques entre l'environnement, la croissance économique et les inégalités et sur le rôle des politiques publiques dans la conciliation de ces trois dimensions. Pour étudier ces questions, elle s'intéresse à des canaux de transmission particuliers tels que la santé des individus, leur capital humain, ou le commerce international.



Anne LAVIGNE Professeur des Universités // LEO – Université d'Orléans

Professeur de sciences économiques à l'université d'Orléans depuis 1993, Anne LAVIGNE a travaillé au Conseil d'orientation des retraites de juillet 2016 à juillet

2022, en qualité de responsable des études, en charge notamment du suivi des systèmes de retraite à l'étranger et des questions d'épargne retraite.



Catherine BROS Professeur des Universités // LEO – Université de Tours

a rejoint l'Université de Tours et le LEO en septembre 2022 sur un poste de professeure des universités. Elle occupait auparavant un poste de maître de conférences à l'Université Gustave Eiffel (ex-UPEM) et était rattachée au Laboratoire ERUDITE depuis 2011. Elle est également chercheuse associée à DIAL. Sa thèse soutenue en 2011 à Paris 1 Panthéon-Sorbonne a reçu le prix honorifique Richelieu de la Chancellerie des Universités de

Paris. Ses travaux portent sur l'économie du développement et en particulier l'économie indienne à travers des recherches sur le développement local, l'éducation et l'autonomie des femmes. Ses approches relèvent de la microéconomie appliquée aux questions de fragmentation sociale, de capital social et de relations intra-ménage. L'économie publique est son autre centre d'intérêt.

Nominations, Prix

Christophe HURLIN a été nommé membre senior de l'Institut Universitaire de France (IUF) sur chaire de recherche fondamentale.

La cérémonie d'installation des lauréats de l'IUF s'est déroulée le 17 octobre 2022 dans le prestigieux grand amphithéâtre de la Sorbonne en présence de M^{me} la Ministre de l'Enseignement Supérieur, de Monsieur l'administrateur de l'IUF, et du vice-président recherche de l'Université d'Orléans, Pascal Bonnet.



**institut
universitaire
de France**



Sullivan HUE a obtenu le prix de thèse monétaire, financière et bancaire 2022 de la fondation Banque de France pour la recherche. Sullivan HUE a effectué sa thèse au LÉO sous la direction de Sessi TOKPAVI (LÉO, Université d'Orléans) et d'Elena Dumitrescu (Economix, Université Paris- Ouest Nanterre) et vient d'être recruté en tant que maître de conférences à l'AMSE (Université d'Aix-Marseille). Le prix de thèse lui a été remis lors du 70^e congrès annuel de l'AFSE à Dijon.



Formation doctorale

En 2022, le LÉO compte 65 doctorants

14 nouveaux doctorants ont rejoint le programme doctoral en 2022

Matilda BARET, sous la direction de Camelia TURCU et Yannick LUCOTTE

SUJET DE THÈSE « Transition énergétique et transformation des modèles économiques »

Geneviève C. VALLEE, sous la direction de Marcel VOIA

SUJET DE THÈSE « Essais sur la micro-économétrie, la finance des consommateurs et des entreprises, et les changements climatiques »

Diatou DIOUF, sous la direction de Gervasio SEMEDO et Maxime MENUET

SUJET DE THÈSE « Trois essais sur la crédibilité de la politique budgétaire (fiscale) dans le spays de l'UEMOA »

Eyah Denise EDOH, sous la direction de Jean-Louis COMBES et Maxime MENUET

SUJET DE THÈSE « Essais sur les services financiers digitaux, contraintes politiques, et politique budgétaire »

Crépin HISGUIMA DASSIDI, sous la direction de Xavier GALIEGUE et Djamel KIRAT

SUJET DE THÈSE « Essais sur la politique budgétaire, le changement climatique et le financement du développement »

Yannick KITUTILA WALUBILA, sous la direction de Gervasio SEMEDO et Eric FINA KAMANI

SUJET DE THÈSE « Dette publique, risques financiers et croissance économique »

Mathis LINGER, sous la direction de Marcel VOIA et Denisa BANULESCU-RADU

SUJET DE THÈSE « Analyse de la liquidité et modélisation des frictions de marché sur le marché du crédit »
Thèse CIFRE en collaboration avec la société Drakai Capital

Mehdi LOUAFI, sous la direction de Béatrice BOULU-RESHEF

SUJET DE THÈSE « Trois essais sur la finance des ménages : Comportements d'investissement dans un contexte d'intermédiation financière digitalisée »

Franck MBA EYENE, sous la direction de Patrick VILLIEU et Gervasio SEMEDO

SUJET DE THÈSE « Réserves de change et pertinence de l'ancrage monétaire de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale »

Khanh Linh PHAM, sous la direction de Béatrice BOULU-RESHEF.

SUJET DE THÈSE « Trois essais en Reporting Extra-Financier »

Chantale RIZIKI OWEGGI, sous la direction de Pascale MOTEL COMBES et Marcel VOIA

SUJET DE THÈSE « Pauvreté énergétique, changement climatique et genre en Afrique subsaharienne »

Sarah POUHEY, sous la direction de Daniel MIRZA et Camélia TURCU

SUJET DE THÈSE « Changement climatique, événements météorologiques extrêmes et dette publique »

Mohamed SIALA, sous la direction de Isabelle RABAUDE et Mohamed BEN AMAR

SUJET DE THÈSE « Évaluation multicritères des effets de la structure sanitaire sur la croissance économique européenne : Aspects théoriques et économétriques »

Cristina STRANGO, sous la direction de Camélia TURCU et Mihai MUTASCU

SUJET DE THÈSE « La digitalisation des services publics et la corruption »

Soutenances de thèse et insertion professionnelle

En 2022, 8 doctorants
ont soutenu leurs thèses

Montserrat BOTEY

« *Trois Essais sur la Transition Démographique et les Inégalités de Patrimoine* » (sous la direction d'Alexis DIRER), soutenue le 4 février 2022

➔ Post-doctorat à l'OFCE Sciences Po

Emmanuel FYLLA

« *La Prise en compte des inégalités dans les objectifs de développement économique* » (sous la direction de Xavier GALIEGUE), soutenue le 9 mars 2022

➔ Professeur d'économie gestion au rectorat de Versailles

Laura-Dona CAPOTA

« *Fonds de Placement et Stabilité Financière* » (sous la direction de Raphaëlle BELLANDO et Sébastien GALANTI), soutenue le 29 juin 2022

➔ Economiste à l'Autorité des Marchés Financiers

Dylan BOURNY

« *Commerce international, localisation et environnement* » (sous la direction de Camelia TURCU et Daniel MIRZA), soutenue le 30 juin 2022

➔ Economiste à l'OCDE



Aicha Lucie SANOU

« *Biofuels and food security* »
(sous la direction de Pascale Combes MOTEL et Sonia SCHWARTZ), soutenue le 13 juillet 2022

→ ATER à l'Université d'Orléans

Meryem YANKOL-SCHALK

« *Nouvelles approches du Machine Learning pour la détection des fraudes financières et l'analyse de la survie dans les secteurs de l'assurance* » (sous la direction de Sessi TOKPAVI), soutenue le 6 juillet 2022

→ Associate Professor à l'IPAG

Hassen KOBBI

« *Les déterminants et les conséquences macroéconomiques de l'instabilité politique* » (sous la direction de Patrick VILLIEU), soutenue le 29 novembre 2022

→ Enseignant chercheur à l'Université d'Évry/Paris-Saclay

Nadine MOGODE MBAÏBEDJE

« *Les énergies renouvelables et développement durable en Afrique* » (sous la direction de Xavier GALIEGUE et Djamel KIRAT), soutenue le 13 octobre 2022

→ ATER à l'Université de Tours



Visites

En 2022, le LEO a accueilli
8 professeurs invités

ESPAGNE

RODRIGUEZ Jesus-Lopez

Institution Catedratico de Universidad

Thème Fiscal policies, agglomeration economies, local tax setting

HONGRIE

ABELIANSKY Ana Lucia

Institution Université Vienne

Thème Environmental economics, hazardous chemicals and persistent organic pollutants

GRANDE BRETAGNE

BAESENS Bart

Institution Université de Southampton

Thème Économétrie financière, prévention et détection de la fraude financière

ÉTATS-UNIS

ITO Hiro

Institution Portland State University

Thème International Finance, Open Economy Macro, Monetary Economics, East Asian Economics, Japanese Economy, and Financial Development

SUISSE

SCAILLET Olivier

Institution Université de Genève

Thème Économétrie financière, modèles de risque, machine learning

AUSTRALIE

SUARDI Sandy

Institution University of Wollongong

Thème Applied economics, banking, finance and investment

BELGIQUE

VERDONCK Tim

Institution Université d'Antwerp

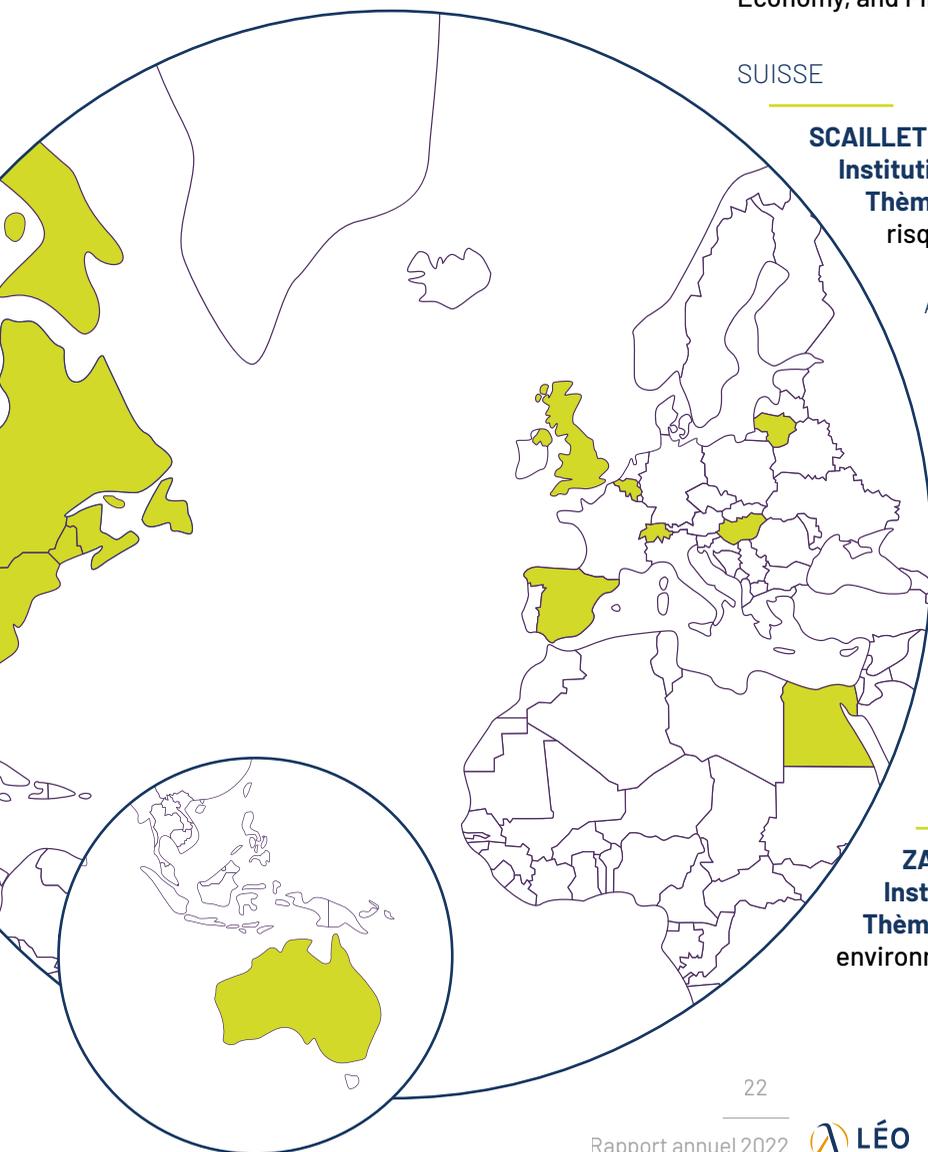
Thème Économétrie financière, prévention et détection de la fraude financière

EGYPTE

ZAKI Chahir

Institution Université du Caire

Thème Accords commerciaux et environnementaux



Ana Lucía ABELIANSKY



Ana Abeliansky, professeur assistant à l'Université d'économie et de commerce de Vienne (Autriche), est invitée au LEO par **Thais NUNEZ-ROCHA** afin de mener conjointement un programme de recherche sur le thème de la santé et de l'économie internationale, et plus spécifiquement pour la relation entre l'importation de produits chimiques dangereux et les conséquences sur la santé.

Ce projet de recherche fait partie des travaux en cours consacrés à l'utilisation de méthodes économétriques pour l'analyse des résultats en matière de santé et de la manière dont ils sont affectés par différentes circonstances. Ana possède également une vaste expertise dans des sujets liés à la technologie, à la démographie, à l'économie internationale et au développement. Ses recherches ont été publiées dans des revues internationales reconnues.



Bart BAESENS

Bart Baesens, professeur à l'Université KU LEUVEN (Belgique) est invité au LEO par **Denisa BANULESCU** afin de poursuivre un programme de recherche sur le thème de l'économétrie financière, et plus spécifiquement la prévention et la détection de la fraude financière.

Ce projet de recherche s'inscrit dans le cadre des travaux actuels consacrés à l'utilisation des méthodes économétrique et d'apprentissage automatique pour la détection de la fraude dans le domaine bancaire et de l'assurance, et la lutte contre le blanchiment d'argent.

L'objectif du projet est de développer des modèles puissants de détection de la fraude en temps réel et des outils innovants, opérationnels et fiables de prévention et détection du blanchiment d'argent.



Hiro ITO

Hiro Hiroyuki ITO, professeur d'économie à la Portland State University est invité au LEO par **Camélia TURCU**. Hiroyuki Ito a étudié l'économie à l'Université de Tokyo. Il a ensuite obtenu un doctorat en économie à l'Université de Californie à Berkeley. Après ses études, il a travaillé comme chercheur à la Banque du Japon et à la Banque mondiale. En 2015, Hiroyuki Ito a rejoint le corps professoral de l'Université de Portland où il enseigne l'économie internationale. Ses domaines d'intérêt sont la libéralisation et le développement financiers, les flux de capitaux, les politiques macroéconomiques ouvertes sur les marchés émergents et les déséquilibres mondiaux. Il a publié de nombreux articles dans des revues académiques prestigieuses



Jesus-Lopez RODRIGUEZ

Jesús López RODRÍGUEZ, professeur d'économie à la Faculté d'économie et de commerce de l'Université de Coruña (Espagne) est invité au LEO par **Camelia TURCU**. Il appartient au Groupe de recherche Jean Monnet sur la concurrence et le développement régional de l'UE

Son projet de recherche porte sur une question économique européenne essentielle et actuelle, à savoir le lien entre la localisation des entreprises, les économies d'agglomération et la fiscalité locale. À l'heure actuelle, dans le contexte de la crise actuelle de la Covid-19 et à la suite des crises financières et économiques mondiales, il est plus que jamais nécessaire de mieux comprendre les implications fiscales et d'équité des réformes de la politique fiscale nationale.



Olivier SCAILLET

Olivier SCAILLET, professeur de finance et de statistique à l'Institut de recherche financière de l'Université de Genève est invité au LEO par **Christophe HURLIN**. Il occupe une chaire senior au Swiss Finance Institute. Il est titulaire d'un doctorat en mathématiques appliquées de l'Université Paris IX Dauphine. Ses recherches portent sur l'évaluation des produits dérivés, la théorie économétrique et l'économétrie appliquée à la finance et à l'assurance. Il a publié plusieurs articles dans les meilleures revues d'économétrie et de finance, et a co-écrit un livre sur l'économétrie financière. Il a été l'un des lauréats du prix du meilleur article publié dans le *Journal of Empirical Finance* sur le thème de la gestion quantitative des risques et du prix de la Banque Privée Espirito Santo sur le thème de la performance des fonds communs de placement. Il est membre élu de la SoFiE (Society for Financial Econometrics) et de l'IAAE (International Association for Applied Econometrics). Il est éditeur associé de plusieurs revues universitaires de premier plan en économétrie, statistique et finance. Il est conseiller pour des équipes de recherche dans le secteur financier et bancaire.



Sandy SUARDI

Sandy SUARDI est professeur d'économie à la School of Business de l'université de Wollongong en Australie. Il a été invité par **Djamel KIRAT**. Ses recherches portent sur des questions à l'intersection de l'économie et de la finance. Il a publié dans des revues de haut niveau et évaluées par des pairs. Ses recherches ont été citées dans le cadre d'une enquête sénatoriale et par des universitaires, des praticiens et les médias. Il a obtenu son doctorat en économie à l'université de Melbourne en 2005. Avant de rejoindre l'université de Wollongong, il a travaillé à l'université du Queensland (2005-2007) et à l'université La Trobe (2008-2014).



**Tim
VERDONCK**

Tim VERDONCK, professeur à l'Université Antwerp (Belgique), est invité au LEO par **Denisa BANULESCU** afin de continuer un programme de recherche sur le thème de l'économétrie financière, et plus spécifiquement la prévention et la détection de la fraude financière. Ce projet de recherche s'inscrit dans le cadre des travaux actuels consacrés à l'utilisation des méthodes économétrique et d'apprentissage automatique pour la détection de la fraude dans le domaine bancaire et de l'assurance, et la lutte contre le blanchiment d'argent. Les problématiques de recherche de Tim Verdonck s'intègrent dans le domaine de l'économétrie, y compris l'économétrie financière et les techniques de machine learning. Ses travaux ont été publiés dans des revues internationales à comité de lecture telles que Journal of Financial Econometrics, Journal of Futures Markets, Statistical Analysis and Data Mining, Statistics and Computing, etc.



**Chakir
ZAKI**

Chakir ZAKI est professeur agrégé d'économie à la Faculté d'économie et de sciences politiques de l'Université du Caire et directeur de la filière francophone au sein de la faculté. Il a été invité à l'initiative de **Djamel KIRAT**. Chahir travaille également pour le « Economic Research Forum » en tant qu'économiste principal et consultant pour plusieurs organisations internationales (Banque mondiale, Bureau international du travail, Centre du commerce international). Il est titulaire d'une maîtrise en économie de la Faculté d'économie et de sciences politiques de l'Université du Caire, un master et un doctorat en économie de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne. Il a écrit de nombreux articles publiés dans des revues à comité de lecture sur le commerce international, la politique commerciale, le commerce des services, l'économie appliquée et la modélisation macroéconomique.

Stages étudiants

EN 2022, Le LEO a accueilli
18 doctorants étrangers
et stagiaires

INVITÉS

ASIEDU Akwasi

BACAR Farida

BEAU Hélène

BODJONA Ange

CIMETIERE Martin

GASANGWA Gaelle

HENOCQ Antoine

KASSIM Néema

POUEY Sarah

INSTITUTIONS

Université de Bourgogne

Université d'Orléans

Université d'Orléans

Université Bordeaux

Université d'Orléans

Université d'Orléans

Collège Célestin Freinet, Ste Maure de
Tourraine

Lycee St Paul, Orléans

Université d'Orléans

PAYS

France

INVITÉS

INSTITUTIONS

PAYS

PROST Charles-Emmanuel

Université d'Orléans

STRANGO Cristina

Université d'Orléans

WANG Weijia

ENS, Paris

MEDDEB Safa

Université de Tunis

Tunisie

JOULAK Rahma

Université de Sfax

KARMA FarahFaculté des sciences économiques
et de gestion de Nabeul**MADHI Mariem**

Université de Sfax

SBOUI Imen

Université de Sfax

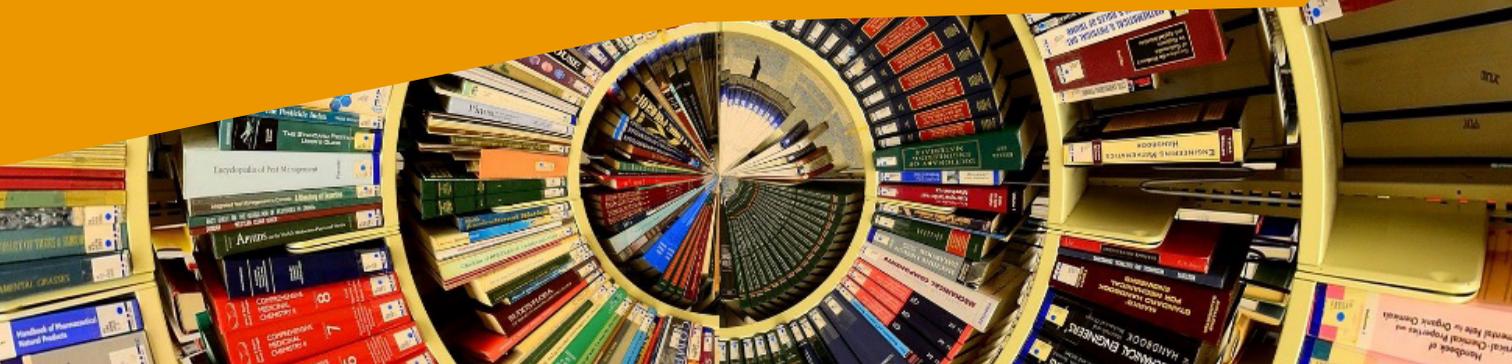
KONE Sita

EGE University

Turquie

Publications

En 2022, les équipes du LEO ont publié 50 articles dans des revues scientifiques, 2 ouvrages et 7 contributions à ouvrage ainsi que 18 documents de recherches



Direction et coordination d'ouvrages scientifiques / édition scientifique

JOVANOVIC F.

Finance offshore et paradis fiscaux Légal ou illégal ?, 2022, Presses de l'Université du Québec

HURLIN C., MIGNON V.

Statistique et probabilités en économie-gestion (2^e édition), 2022, Collection OpenBook Dunod, 484 pages

Chapitres d'ouvrage

BEJI S., BELHADJ A.

The Institutional Approach to Financial Development : Panel Study for the MENA Region, in Key Challenges and Policy Reforms in the MENA Region, 2022

BELHADJ A., DAKHLAOUI A., GOUIDER R.

Assessing Macroeconomic, Distributive, and Environmental Impacts of Energy Subsidy Removal in Tunisia with Input-Output Modeling, in Key Challenges and Policy Reforms in the MENA Region, 2022

BOLY M., COMBES J.-L., COMBES MOTEL P., SCHWARTZ S.

Environmental Awareness and Electoral Outcomes, in Handbook of Labor, Human Resources and Population Economics, 2022

COMBES J.-L., RENARD M.-F., SHI S.

Have Unequal Treaties Fostered Domestic Market Integration in Late Imperial China ?, in Institutional Change and China Capitalism, 2022

MIRZA D., COULIBALY S., FORERO ROJAS A., LOOI H.

Nontariff measures and services trade restrictions in global value chains, in Africa in the New Trade Environment : Market Access in Troubled Times, 2022

NIKITIN M.

L'impossible quête des principes du management ou heurs et malheurs d'une communauté scientifique en attente de reconnaissance, in Histoire, management et société. Mélanges en l'honneur d'Henri Zimnovitch, 2022

NIKITIN M.

Naissance de la comptabilité publique moderne, in Encyclopédie du management public, 2022



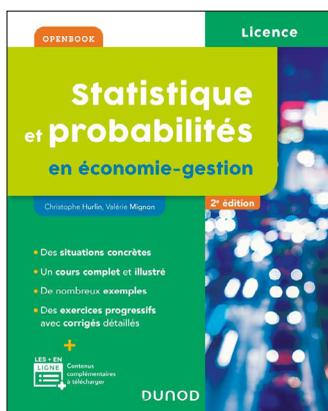
JOVANOVIĆ F.

Finance offshore et paradis fiscaux Légal ou illégal?

2022, Presses de l'Université du Québec., 480 Pages

La finance offshore est considérée comme l'innovation financière la plus radicale des 60 dernières années. Largement méconnue, elle a accompagné et profondément modifié l'organisation économique mondiale. Son existence est indissociable des paradis fiscaux. Ces derniers ont facilité tout autant la mise en place de ce type de finance que le développement d'activités illégales et d'abus dont on ne cesse de découvrir l'ampleur.

Cet ouvrage accessible et concret, ponctué d'exemples, explique les stratagèmes offshores aussi bien légaux qu'illégaux utilisés par des sociétés et des individus pour éviter de payer de l'impôt, faciliter certaines activités économiques, corrompre, ou blanchir de l'argent, notamment. Au fil des pages, vous découvrirez aussi comment la finance offshore et les paradis fiscaux, en élaborant un cadre extranational, ont modifié la manière dont la monnaie est créée, ce qui a permis l'élaboration d'un système bancaire parallèle. Il permet au lectorat de se forger sa propre opinion sur des questions qui divisent les différentes communautés. Il aborde les enjeux économiques et sociétaux soulevés par la finance offshore et les paradis fiscaux, notamment la concurrence déloyale, les nouveaux risques pour les organisations, la perte de signification de certains indicateurs économiques, la responsabilité sociale des sociétés privées et publiques et les inégalités économiques. Il identifie de nouveaux risques susceptibles d'engager la responsabilité sociale de toute organisation et explique comment s'en protéger.



HURLIN C., MIGNON V.

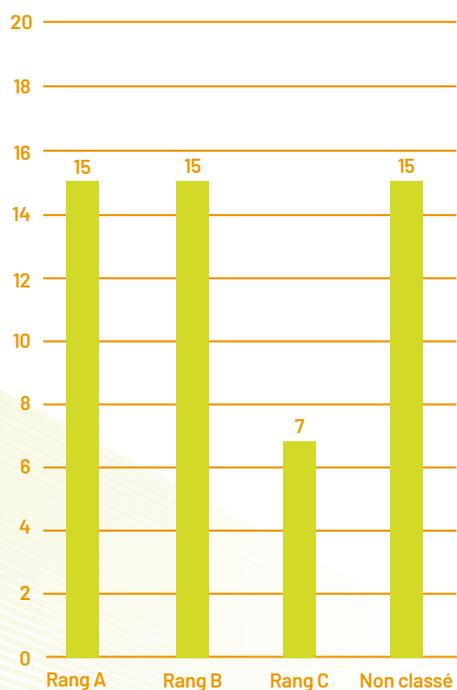
Statistique et probabilités en économie-gestion (2^e édition),

2022, OpenBook Dunod, 484 pages

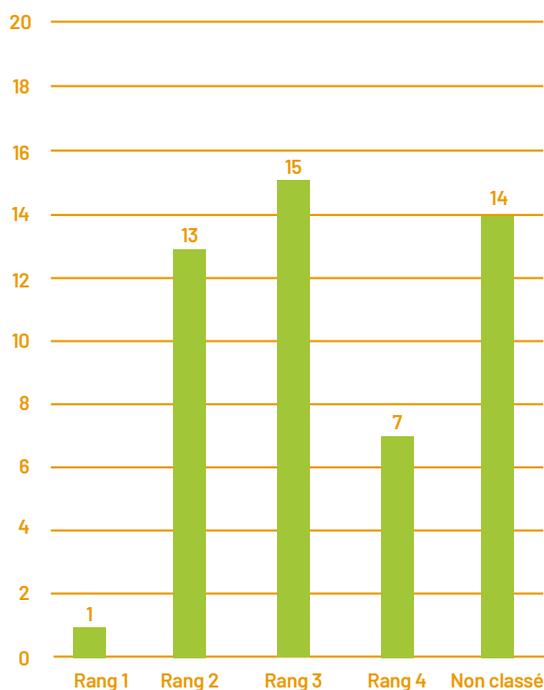
Comment synthétiser et interpréter l'information contenue dans des données économiques et financières? Comment analyser et quantifier la relation entre plusieurs séries? Qu'est-ce qu'une loi de probabilité? Comment estimer un modèle et mettre en œuvre des tests statistiques?

Alliant théorie et pratique, ce manuel met l'accent sur l'acquisition des méthodes et des compétences indispensables à tout étudiant pour réussir sa licence.

En 2022, les équipes de recherche du LÉO ont publié 50 articles dans des revues scientifiques classées CNRS ou HCERES.



Publications - Classement HCERES



Publications - Classement CNRS

Publications dans des revues scientifiques

Articles publiés dans des revues scientifiques classés CNRS

Les chercheurs du LÉO ont publié en 2022,
1 article dans des revues de rang 1 CNRS,
13 articles dans des revues de rang 2 CNRS,
15 articles dans des revues de rang 3 CNRS
et 7 articles dans des revues de rang 4.

RANG 1

DUMITRESCU E. I., HUE S., HURLIN C., TOKPAVIS.
Machine Learning for Credit Scoring : Improving
Logistic Regression with Non Linear Decision Tree
Effects
European Journal of Operational Research, 2022,
297, 1178-1192.

RANG 2

ALBULESCU C. T., TURCU C.
Productivity, financial performance, and corporate
governance : evidence from Romanian R&D firms
Applied Economics, 2022, 54, 5956-5975

BALUTEL D., HENRY C., VASQUEZ M., VOIA M.
Bitcoin Adoption and Beliefs in Canada
Revue Canadienne d'Économie, 2022

**BEN CHEIKH N., BEN NACEUR S., KANAAN O.,
RAULT C.**
Investigating the asymmetric impact of oil prices on
GCC stock markets.
Economic Modelling, 2021, 102, 105589

BROS C., GILLE V., MANIQUET F.
Female labour, status and decision power
Economica, 2022, 90, 453-476

**BOLY M., COMBES J.-L., MENUET M., MINEA A.,
COMBES MOTEL P., VILLIEU P.**
Can Public Debt Mitigate Environmental Debt?
Theory and Empirical Evidence
Energy Economics, 2022, 111, 105895.

FERRIS J. S., VOIA M.-C.
Do rival political parties enforce government
efficiency? Evidence from Canada
European Journal of Political Economy, 2022, 102313.

MATHONNAT C., MINEA A., VOIA M.
Does more finance lead to longer crises ?,
World Economy, 2022, 45, 111-135

BOULU-RESHEF B., SCHULHOFER-WOHL J.
The impact of distance on parochial altruism : An
experimental investigation,
European Journal of Political Economy, 2022, 102222

GARCIA REVELO J., LEVIEUGE G.
When could Macroprudential and Monetary Policies
be in Conflict ?
Journal of Banking and Finance, 2022, 139, 106484

MENUET M., SEKERIS P.
Engaging in wars of attrition
Annals of Economics and Statistics, 2022, 79

BELAÏD F., RAULT C., MASSIE C.
A life-cycle theory analysis of French household
electricity demand
Journal of Evolutionary Economics, 2022, 32, 501-530

PICAULT M., PINTER J., RENAULT T.
Media sentiment on monetary policy : Determinants
and relevance for inflation expectations
Journal of International Money and Finance, 2022,
124, 102626.

RADOMAN M., VOIA M.
Internal promotion and the Bosman ruling : Evidence
from the English Premier League, *Macroeconomic
Labour*, 2022, 36, 445-470

NITSCH V., RABAU I.
Under attack : Terrorism and international trade in
France, 2014-2016
Oxford Economic Papers, 2022, 74, 976-998.

RANG 3

LAHIANI A., **MTIBAA A.**, GABSI F.

Fiscal Consolidation, Social Sector Expenditures and Twin Deficit Hypothesis: Evidence from Emerging and Middle-Income Countries, *Comparative Economic Studies*, 2022

KEITA K., **TURCU C.**

Promoting Counter-Cyclical Fiscal Policy: Fiscal Rules Versus Institutions *Comparative Economic Studies*, 2022

ANDRIES A. M., **BALUTEL D.**

The impact of national culture on systemic risk *Economic Systems*, 2022, 46, 100972

COMBES J.-L., LESUISSE P.

Inflation and unemployment, new insights during the EMU accession *International Economics*, 2022, 172, 124-142

SHAHBAZ M., NASIR M., **LAHIANI A.**

Role of financial development in economic growth in the light of asymmetric effects and financial efficiency *International Journal of Finance and Economics*, 2022, 27, 361-383. CUESTAS J. C.

LUCOTTE Y., REIGL N.

The evolution and heterogeneity of credit procyclicality in Central and Eastern Europe *International Journal of Finance and Economics*, 2022, 27, 911-942

GALANTIS., LEROY A., VAUBOURG A.-G.

Investment and access to external finance in Europe: Does analyst coverage matter? *International Review of Financial Analysis*, 2022, 81s

BROS C., FAREED F., LOCHARD J.

Climbing the economic ladder: The role of microfinance institutions in promoting entrepreneurship in Pakistan, *Journal of International Development*, 2022

MENUET M.,

Theology and Economics: The Case of the Early Jansenism, *Æconomia - History/Methodology/Philosophy*, 2022, 189-231

HASSE J.-B., LAJAUNIE Q.

Does the yield curve signal recessions? New evidence from an international panel data analysis, *Quarterly Review of Economics and Finance*, 2022, 84, 44805

KISSWANI K., **LAHIANI A.**, MEFTTEH-WALI S.

An analysis of OPEC oil production reaction to non-OPEC oil supply *Resources Policy*, 2022, 77, 102653

KHAN Z., BADEEB R. A., **NAWAZ K.**

Natural resources and economic performance: Evaluating the role of political risk and renewable energy consumption *Resources Policy*, 2022, 78, 102890

BEN SALEM L., NOUIRA R., JEGUIRIM K., **RAULT C.**

The determinants of crude oil prices: Evidence from ARDL and nonlinear ARDL approaches *Resources Policy*, 2022, 79, 103085

BARBIER-GAUCHARD A., **COMBES J.-L.***

La politique budgétaire à l'épreuve de la crise sanitaire: enjeux et perspectives *Revue Française d'Economie*, 2022, 0, 42795

RANG 4

DROFF J., MALIZARD J., **MENUET M.***

Military operations abroad in the long run: an economic approach *Defence and Peace Economics*, 2022

MUTASCU M., SOKIC A.

An extended wavelet approach of the money-output link in the United States *Empirical Economics*, 2022

FERJANI S., SAAFI S., NOUIRA R., **RAULT C.**

The Impacts of the Dollar-Renminbi Exchange Rate Misalignment on the China-United States Commodity Trade: An Asymmetric Analysis *Journal of Quantitative Economics*, 2022, 20, 507-554

GHORBEL A., FAKHFEKH M., JERIBI A., **LAHIANI A.**

Extreme dependence and risk spillover across G7 and China stock markets before and during the COVID-19 period *Journal of Risk Finance*, 2022, 23, 206-244

MTIBAA A., LAHIANI A., GABSI F. B.

Impact of fiscal consolidation on economic growth: the Tunisian case *Journal of Risk Finance*, 2022

POLLIN J.-P.

Les politiques monétaires sous l'emprise de la « dominance budgétaire » : pourquoi, comment et jusqu'où ?

Revue d'économie financière, 2022, 0, 245-262

MENUET M., VILLIEU P.

Un « fardeau » de la dette publique ? Les limites du concept de soutenabilité

Revue d'économie financière, 2022, 0, 139-164

NON CLASSÉES**MIRZA D., STANCANELLI E., VERDIER T.**

Household Expenditure in the Wake of Terrorism : evidence from high frequency in-home-scanner data

Economics and Human Biology, 2022, 46, 101150

AHMED N., ARECHE F., SHEIKH A., LAHIANI A.

Green Finance and Green Energy Nexus in ASEAN Countries : A Bootstrap Panel Causality Test

Energies, 2022, 15, 5068

MUTASCU M.

CO2 emissions in the USA : new insights based on ANN approach,

Environmental Science and Pollution Research, 2022, 29, 68332-68356

MUTASCU M. I., ALBULESCU C. T., APERGIS N., MAGAZZINO C.

Do gasoline and diesel prices co-move ? Evidence from the time-frequency domain

Environmental Science and Pollution Research, 2022, 29, 68776-68795

HORKY F., MUTASCU M., FIDRMUC J.

Oil and renewable energy returns during pandemic

Environmental Science and Pollution Research, 2022

GINOUX J.-M., JOVANOVIĆ F.

Frisch's Propagation-Impulse Model : A Comprehensive Mathematical Analysis

Foundations of Science, 2022

ZHANG R., ZHANG Y., XIA J.

Impact of mobile payment on physical health : Evidence from the 2017 China household finance survey

Frontiers in Public Health, 2022, 10

DER SARKISSIAN R., CARIOLET J.-M., DIAB Y., VUILLET M.

Investigating the importance of critical infrastructures' interdependencies during recovery : lessons from Hurricane Irma in Saint-Martin's island

International Journal of Disaster Risk Reduction, 2022, 67, 102675.

ZHANG R., ZHANG Y., DAI Z.

Impact of Natural Disasters on Mental Health : A Cross-Sectional Study Based on the 2014 China Family Panel Survey

International Journal of Environmental Research and Public Health, 2022, 19, 2511

MUTASCU M., HEGERTY S.

The role of refugees in the underground economy of the European Union

IZA Journal of Development and Migration, 2022, 13

MENUET M.

Review of Charly Coleman's The Spirit of French Capitalism : Economic Theology in the Age of Enlightenment,

Journal of Economics, Theology and Religion, 2022, 2, 45143

AOUICI S., LAVIGNE A., BRUTTIN L., PITARELLI E., SUPPA A., BOUAZIZ K.

Analyses critiques

Retraite et société, 2022, 209-223

DER SARKISSIAN R., AL SAYAH M., ABDALLAH C., ZANINETTI J.-M., NEDJAI R.

Land Use Planning to Reduce Flood Risk : Opportunities, Challenges and Uncertainties in Developing Countries

Sensors, 2022, 22, 6957

MAROUÏ N., AMOR T. H., KHEFACHA I., RAULT C.

How Economic, Political and Institutional Factors Influence the Choice of Exchange Rate Regimes ? New Evidence from Selected Countries of the MENA Region

SSRN Electronic Journal, 2022

FOCUS

DUMITRESCU E. I., HUE S., HURLIN C., TOKPAVI S.

Machine Learning for Credit Scoring : Improving Logistic Regression with Non Linear Decision Tree Effects, *European Journal of Operational Research*, 2022, 297, 1178-1192



Dans le contexte de notation de crédit, les méthodes d'agrégation basées sur les arbres de décision et relevant de l'apprentissage automatique, comme la méthode des Forêts Aléatoires, offrent de meilleures performances prédictives que les modèles standards de régression logistique. Cependant, la régression logistique reste la référence dans l'industrie du risque de crédit, principalement parce que le manque d'interprétabilité des méthodes d'agrégation est incompatible avec les exigences des régulateurs financiers. Dans cet article, nous proposons une méthode de notation de crédit performante et interprétable appelée « Penalized Logistic Tree Regression (PLTR) » qui utilise les informations des arbres de décision pour améliorer les performances

de la régression logistique. Formellement, les règles extraites de divers arbres de décision de faible profondeur construits avec les variables prédictives sont utilisées comme prédicteurs dans un modèle de régression logistique pénalisé. La méthode PLTR permet ainsi de capturer les effets non linéaires qui peuvent être à l'œuvre dans les données, tout en préservant l'interprétabilité intrinsèque du modèle de régression logistique. Les simulations de Monte Carlo et les applications empiriques utilisant quatre ensembles de données réelles montrent que la méthode PLTR prédit le risque de défaut avec beaucoup plus de précision que la régression logistique et se compare de manière compétitive à la méthode de la Forêt Aléatoire.

BROS C., GILLE V., MANIQUET F.

Female labour, status and decision power, *Economica*, 2022, 90, 453-476

Ce travail étudie la relation entre l'offre de travail des femmes et leur pouvoir de décision, que nous définissons comme leur capacité à peser sur les décisions du ménage. Les auteurs développent un modèle dans lequel l'offre de travail féminin et le pouvoir de décision des femmes sont fixés conjointement à la suite d'un processus de négociation intra-ménage. Les auteurs prennent en compte le rôle joué par les normes sociales selon lesquelles une femme mariée ne devrait pas travailler. Les hommes dont la femme travaille perdent du

statut. Selon le modèle développé dans ce travail, les femmes qui travaillent abandonnent du pouvoir de décision à leurs maris pour les compenser de cette perte de statut. Le modèle prédit que l'offre de travail des femmes et leur pouvoir de décision peuvent être corrélés négativement. Nous testons cette prédiction à partir de données de panel individuelles indiennes. Les résultats montrent que cette corrélation est en effet négative dans des contextes où la prévalence des normes rend particulièrement coûteux pour les hommes d'avoir une femme qui travaille.



PICAULT M., PINTER J., RENAULT T.**Media sentiment on monetary policy : Determinants and relevance for inflation expectations,***Journal of International Money and Finance, 2022, 124, 102626*

Alors que, en Zone-Euro, l'inflation est de retour au-delà de la cible définie par la Banque Centrale Européenne (BCE) après plus de 10 années, la communication de l'institution est essentielle pour informer et expliquer ses choix de politique monétaire. Toutefois, les banques centrales doivent s'appuyer, dans la transmission de leurs messages, sur différents médias pour relayer leurs communications souvent complexes. Cet article étudie, dans un premier temps, comment la communication de la BCE influence le sentiment relayé par la presse financière internationale sur ses décisions. En s'appuyant

sur une base de données de 25 000 articles de presses écrites et avec l'aide des outils de l'analyse textuelle (TALN), les auteurs montrent que ce sont principalement les conférences de presse suivant un Conseil de Gouverneurs et que les communications du Président de l'institution qui affectent le sentiment véhiculé par les médias. Dans un deuxième temps, les auteurs prouvent que les attentes d'inflation des marchés financiers sont influencées à la fois par les communications directes de la BCE mais également par le relai de ces communications effectués par les médias.





NITSCH V., RABAUD I.

Under attack : Terrorism and inter international trade in France, 2014-2016,
Oxford Economic Papers, 2022, 74(4), 976-998

Dans cet article, les auteurs s'intéressent aux effets des attentats terroristes majeurs commis en France entre janvier 2015 et juillet 2016 sur le commerce extérieur des entreprises françaises. A partir de données granulaires d'entreprises à une fréquence mensuelle, fournies par les Douanes françaises, nous mettons en évidence une réduction immédiate et durable du commerce extérieur à la suite d'un attentat de masse. Le commerce de biens de la France, soit 70 % des échanges de biens et services du pays, diminue de plus de six milliards d'euros dans les six mois qui suivent

l'attentat. Cette réduction du commerce international se produit principalement sur la marge intensive, par une diminution des montants des transactions existantes, avec des effets particulièrement importants pour les pays partenaires, disposant d'une frontière commune avec la France, dont les activités commerciales sont moins fréquentes et pour les produits homogènes. L'augmentation des coûts des échanges consécutives à des mesures sécuritaires plus strictes pourrait expliquer ces résultats.

Évènements scientifiques

En 2022, le LÉO a organisé ou coorganisé 14 évènements dont 8 conférences, 4 workshops et 2 tables rondes

Conférences internationales



19 AU 21 MAI 2022 UNIVERSITÉ D'ORLÉANS

EAYE



26th Spring Meeting of Young Economists (SMYE 2022)

Le LEO a eu l'honneur d'organiser l'édition 2022 du Spring Meeting of Young Economists (SMYE) de la European Association of Young Economists (EAYE) à l'Université d'Orléans. Cette conférence européenne annuelle a pour objectif de promouvoir les échanges et les interactions entre jeunes économistes, doctorants ou jeunes chercheurs. Avec le soutien de la Banque Centrale Européenne, de la Banque de France, de la Région Centre- Val de Loire et de la métropole d'Orléans, l'édition du SMYE 2022 a réuni 125 communications et près de 200 participants français et internationaux.

Trois conférenciers de renommée internationale couvrant différents domaines de l'économie ont été invités pour les sessions plénières: Stéphane Bonhomme (University of Chicago), Kalina Manova (University College London) et Christian Brownlees (Universitat Pompeu Fabra).

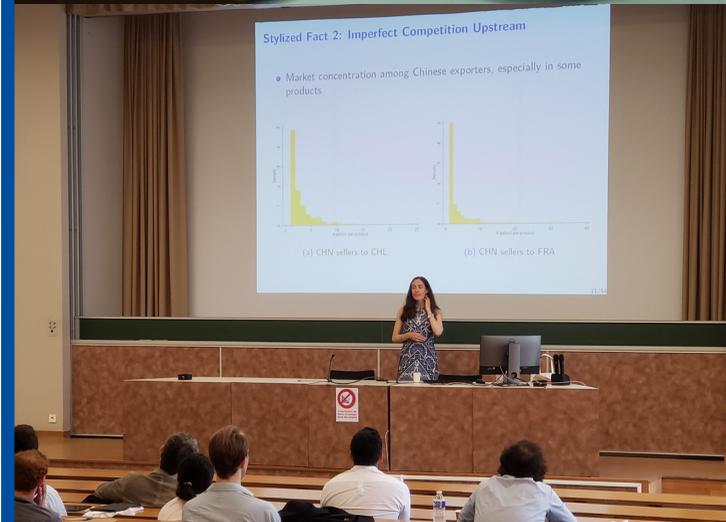
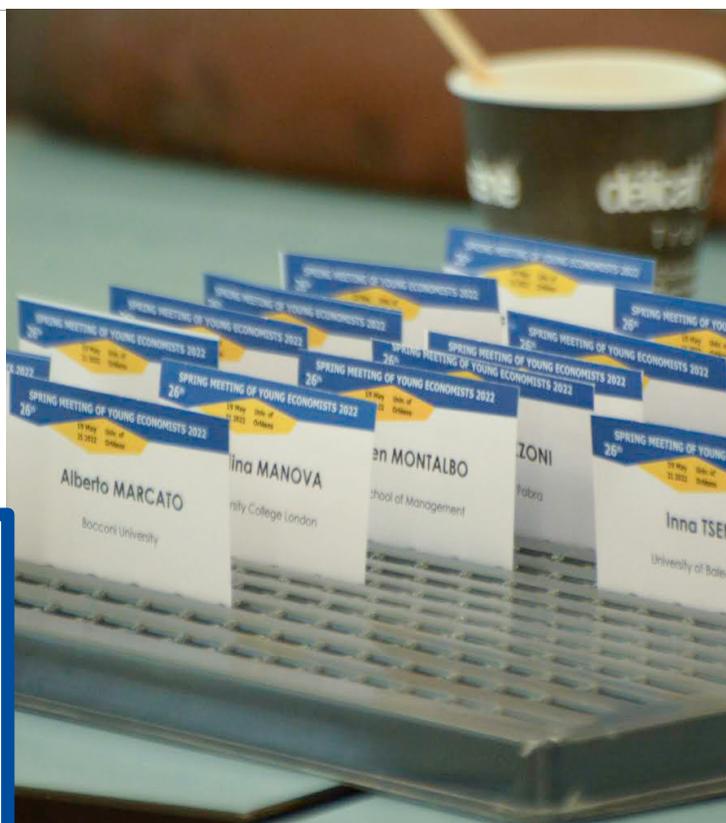
Le comité d'organisation local, piloté par Denisa BANULESCU-RADU, était composé de Gilles DE TRUCHIS, Thaïs NUNEZ-ROCHA, Daria ONORI, Anthony PARIS et Matthieu PICAULT, avec l'appui de Mélie HENAULT et FANNY COSNEAU. Un grand merci à toutes et tous pour leur implication dans



l'organisation de cette conférence internationale de premier plan qui a nécessité plusieurs mois de travail dans des conditions pas toujours évidentes compte tenu du contexte.

L'EAYE est une association de jeunes économistes, entièrement gérée par des bénévoles. L'objectif principal de l'association est de faciliter l'interaction entre les jeunes chercheurs non titulaires en économie. L'EAYE s'appuie sur des valeurs de transparence, d'excellence de la recherche mais aussi d'inclusion et d'ouverture. Chaque jeune économiste est le bienvenu pour proposer de nouvelles activités en accord avec les objectifs et les valeurs de l'association. L'association a été créée en 1996 et s'est rapidement développée. Aujourd'hui, le SMYE est devenu un événement international, qui a été organisé dans 13 pays différents rassemble environ 200 jeunes chercheurs et qui reçoit plus de 400 soumissions par an.

Pour plus de détails, voir le site de la conférence Smye2022.weebly.com





7 ET 8 AVRIL 2022 UNIVERSITÉ D'ORLÉANS

3rd conférence EARE (Environmental Economics : A Focus on Natural Resources)

Le LEO a organisé la 3^{ème} édition de la conférence internationale « Environmental Economics : A Focus on Natural Resources » les 7 et 8 avril 2022. Cette conférence bisannuelle donne l'opportunité aux participants de discuter de leurs recherches et d'échanger des idées autour des thématiques des ressources naturelles et des challenges environnementaux. Avec le soutien du Labex Voltaire, du réseau INFER et de la Région Centre-Val de Loire, l'édition de l'EENR 2022 a réuni 42 présentations, une centaine de participants français et internationaux provenant d'une dizaine de pays ainsi qu'une table ronde d'acteurs locaux impliquant notamment le BRGM. Trois intervenants de renommée internationale, couvrant différents domaines de l'économie de l'environnement et des ressources naturelles, ont été invités pour les sessions plénières : Astrid Dannenberg (University of Kassel), Robert J. Elliott (University of Birmingham) et Steven Poelhekke (University of Auckland). Le comité d'organisation local, piloté par Camélia TURCU, était composé de Xavier GALIEGUE, Djamel KIRAT, Thaïs NUNEZ-ROVHA et Anthony PARIS, avec l'appui de Mélie HENault et de Fanny COSNEAU. Un grand merci à toutes et tous pour leur implication dans l'organisation de cette conférence internationale.

Pour plus de détails, voir [le site de la conférence](#).



3rd International Conference

Environmental Economics: A Focus on Natural Resources

7-8 April 2022 - University of Orleans

Organised by

Laboratoire d'Économie d'Orléans (LEO)
and
LABEX Voltaire

Program



23 ET 24 JUIN 2022

UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

38th GDRE Symposium on Money, Banking and Finance

Évènement coorganisé avec le GDRE Monnaie Banque Finance

La 38^{ème} édition de la conférence annuelle du GDRE Monnaie Banque Finance, dont le LEO est co-organisateur, s'est déroulée cette année dans les locaux rénovés de l'Université de Strasbourg les 23 et 24 juin. La centaine de participants ont été chaleureusement accueillis par le BETA. Environ 80 articles ont été présentés lors des sessions parallèles sur des sujets aussi variés que la politique monétaire et le policy mix, la stabilité financière, le secteur bancaire, la finance de marché, le système monétaire international ou l'histoire financière. Les participants ont apprécié les interventions en séances plénières de Martin Larch (European Fiscal Board, Belgium) sur les effets à long-terme des récessions économiques et de Paul De Grauwe (London School of Economics) sur la macroéconomie comportementale. Une table ronde a réuni des spécialistes de la finance décentralisée sur les promesses et périls de ce champ émergent de la finance. Le dîner de gala s'est tenu dans le magnifique arc de l'Orangerie qui jouxte le centre-ville de Strasbourg. La prochaine édition se déroulera à l'Université de Lille.



17 ET 18 MARS 2022 HAMMAMET, TUNISIE

1^{ère} édition de la conférence internationale en économie et gestion

Évènement co-organisé avec le laboratoire ENVIE (Université de Nabeul)

La première édition de la conférence internationale en Economie et Gestion a été organisée par le Laboratoire ENVIE de la Faculté des Sciences Economiques de Nabeul et le LEO, en partenariat avec les laboratoires LEGI de l'EPT, GEF2A de l'ISG de Tunis, WMRO de l'Université de Rostock (Allemagne) et l'AETEG (FSEG Nabeul). Il s'est concentré sur le thème: « COVID-19: Enjeux et défis pour le développement durable ».



Workshops



**Rencontres du LLL et du LEO :
Regards croisés sur les questions de santé
Journée organisée dans le cadre de l'axe
« Modèles, modélisation, simulation »
Faculté DEG (salle des thèses)
31 mars 2022**

9:00 – 9:15 : Ouverture, présentation de la MSH par Camélia TURCU (Directrice adjointe de la MSH)

9:15 – 10:15 : **Keynote 1** Gudrun LEDEGEN (PREHCS, Université de Rennes 2)
« Analyse sociolinguistique et interactionnelle d'un tchat de prévention du suicide : difficultés et réussites de l'empathie par écrit »

10:15 – 11:00 : Yrkamba Bienvenu AMAKOUÉ (LEO, Université d'Orléans)
« L'effet des restrictions liées à EBOLA sur le commerce des pays d'Afrique sub-saharienne » (co-écrit avec Isabelle Rabaud)

11:00 – 11:15 : **Pause café**

11:15 – 12:00 : Malou MESTRINARO (LJL, Université d'Orléans) « Faire du bien au corps et au cœur » : le soin dans l'accueil des minceurs isolés étrangers au travers de la question alimentaire.

12:00 – 13:00 : Serge BIONDELI (GRANEM, Université d'Angers) « Preferences and COVID-19 Vaccination Intentions », co-écrit avec François LANGLOT, Judith E. MUELLER et Johnathan SICSIC

13:00 – 14:30 : Déjeuner à l'Agora

Note : 30 minutes de présentation par papier, suivie de quinze minutes de discussion pour les orléanais et 45 minutes pour les invités suivie de quinze minutes de question.

Séminaire « Regards croisés sur les questions de santé »

Évènement coorganisé avec la MSH Val de Loire et le Laboratoire Ligérien de Linguistique (LLL, Université d'Orléans)

Dans le cadre de l'axe « Modèles, modélisation, simulation » de la MSH Val de Loire, Katja Ploog (LLL) et Isabelle RABAUD (LEO) ont organisé un séminaire sur les « Regards croisés sur les questions de santé ». L'objectif du séminaire était de confronter les différentes approches et perceptions de la santé.

31 MARS 2022 UNIVERSITÉ D'ORLÉANS



6
avril
2022
9h30-17h30

COLLOQUE
ORGANISÉ PAR
Le Centre de Recherches Juridiques Pothier
Le Laboratoire d'Économie d'Orléans

LA RÉGULATION DES ALGORITHMES EN MATIÈRE BANCAIRE ET FINANCIÈRE

Comité scientifique :

- Denisa Banulescu-Radu (MCF en économie, Laboratoire d'Économie d'Orléans)
- Christophe Hurlin (Directeur du Laboratoire d'Économie d'Orléans)
- Sandie Lacroix-De Souza (MCF HDR en droit privé, Centre de Recherche Juridique Pothier)

Pass sanitaire obligatoire en présentiel. Ce colloque sera réalisé en hybride.



6 AVRIL 2022

Conférence « La régulation des algorithmes en matière bancaire et financière »

Évènement coorganisé avec le CRJ Pothier (Université d'Orléans) et la Faculté DEG d'Orléans

La conférence organisée par Denisa BANULESCU-RADU, Sandie LACROIX-DE SOUZA et Christophe HURLIN a rassemblé une dizaine d'universitaires spécialisés en Économie, en Finance et en Droit, et de professionnels (Deloitte, Banque de France, IDEA Avocats, etc.) pour évoquer la question sensible de la régulation des algorithmes en matière bancaire et financière. Dans la lignée des travaux récents des régulateurs (ACPR, AMF) et dans la perspective du projet de règlement de la Commission européenne (IA Act), le colloque a permis de croiser les regards de spécialistes, universitaires et praticiens, juristes et économistes, et de revenir sur les difficultés à mettre en place une régulation efficace et équilibrée pour contrôler le déploiement des algorithmes dans le secteur bancaire et financier. La conférence a réuni plus de 100 participants en présentiel dans les locaux de l'hôtel Dupanloup et en ligne, avec le soutien des services communication de Deloitte. Les différentes approches et perceptions de la santé.

ATELIER
MSH Val de Loire13 mai 2022
10h-16hSalle B103
UFR Droit Economie et
Gestion d'Orléans

PROGRAMME

Finance Digitale, Transition Numérique et
ClimatiqueArticles en cours et discussions autour de la finance numérique, de la transition climatique, et
leurs implications en termes de développement ou de politique économique

10h15	Accueil	
10h30	Inessa BENCHORA (et al.)	<i>Accommodative monetary policy and the pricing of climate change</i>
11h	José RIASCOS (et al.)	<i>Energy transition metals and economic development in Latin America</i>
11h30	Sébastien GALANTI (et al.)	<i>Digital finance, development, and climate change</i>
13h30	Xavier GALIÈGUE	<i>Discussion autour de l'économie des ressources minérales et le défi de la soutenabilité</i>
14h15	Stéphane GOUTTE	<i>Discussion autour des enjeux énergétiques et climatiques dus au minage de cryptomonnaies</i>
15h	Pause café	
15h15	Discussion libre autour des présentations de la journée	

En fonction de l'auditoire et/ou du présentateur, les présentations pourront être en anglais ou en français.

INSCRIVEZ-VOUS À LA LISTE
DE DIFFUSION DE L'AXE
SUR LE SITE DE LA MSH :
[Recherche 2 Axes de recherche
> Humanités environnementales](#)

13 MAI 2022 UNIVERSITÉ D'ORLÉANS

Atelier « Finance Digitale, Transition Numérique
et Climatique »

Évènement coorganisé avec la MSH Val de Loire

L'objectif initial de cet atelier animé par Sébastien GALANTI était de fédérer, autour d'un objet commun, une communauté de chercheurs de Tours et d'Orléans.

Depuis 2022, l'axe « humanités environnementales » de la MSH Val de Loire est conçu comme un forum, où celles et ceux qui s'intéressent à l'environnement (dans un sens très large) dans les domaines des sciences humaines et sociales principalement, peuvent se rencontrer, échanger, discuter afin de mieux connaître les approches, les problématiques propres à chaque champ disciplinaire et dépasser, dans un cadre collectif, les difficultés qu'ils peuvent rencontrer pour mener à bien et élargir leurs travaux.

WORKSHOP
MACRO-ECONOMIE05 Juillet 2022
9h30Salle des thèses
UFR Droit Economie et
Gestion d'Orléans

PROGRAMME

- Retour sur le Plan, Jean Pierre LAFFARGUE et Pierre MORIN
 - L'intégration des ressources naturelles dans la modélisation macroéconomique, Antoine MISSEMER et Marion GASPARD
 - Que reste-t-il de la théorie de la convergence ? Isabelle CADORET et Christophe TAVERA
- Déjeuner*
- Les fondements microéconomiques de la macroéconomie Michel DE VROEY
 - L'évolution de la modélisation des anticipations Jean Bernard CHATELAIN
 - Evolution de la régulation monétaire, Jean Paul POLLIN



14 NOVEMBRE 2022 UNIVERSITÉ D'ORLÉANS

Journée « Hommage à Georges
GALLAIS-HAMONNO »

Organisé par Alexis DIRER, Christian RIETSCH et Amir REZZAE, la journée hommage à notre regretté collègue Georges Gallais-Hamonno avait pour objectif de faire le point sur les avancées récentes dans le domaine de la finance historique notamment en termes des méthodes économétriques appliquées aux données historiques. La journée a rassemblé plusieurs spécialistes du domaine comme Kevin Van Mensxel (Antwerp), Kilian Rieder (Austrian Central Bank), Raphaël Hekimian (PSE), Joel Felix (University of Reading), Chenzi Xu (Stanford), William Goetzmann (Yale) et Caroline Fohlin (Emory).



05 JUILLET 2022 UNIVERSITÉ D'ORLÉANS

Workshop en Macro-économie

Patrick VILIEU a organisé un workshop de macroéconomie dynamique dans la perspective de la rédaction d'un manuscrit à paraître dans la Revue Française d'Économie.



14 AU 17 NOVEMBRE 2022 UNIVERSITÉ D'ORLÉANS

Ecole thématique CNRS - Institut National des Sciences de l'Univers

Évènement co-organisé par l'Institut des Sciences de la Terre d'Orléans et le BRGM

L'école thématique « Ressources Minérales » 2022 vise à rassembler différents acteurs du monde de la recherche, Xavier GALIEGUE pour notre laboratoire, des institutions publiques et de l'industrie autour des enjeux associés à l'approvisionnement responsable et durable en métaux et matériaux des filières industrielles françaises, notamment celles en lien avec la transition écologique. L'objectif de cette école est de présenter les différents aspects permettant de mettre en place une gestion durable et responsable des ressources minérales au service d'une souveraineté française et européenne sur les approvisionnements des filières industrielles stratégiques.

1^{ER} DÉCEMBRE 2022 UNIVERSITÉ D'ORLÉANS

Journée « Sciences des données »

Évènement co-organisé avec la MSH Val de Loire et le Laboratoire Ligérien de Linguistique (LLL, Université d'Orléans)

Isabelle RABAUD (LEO) et Emmanuel SCHANG (LLL) ont organisé une journée d'étude « Les Sciences des données et leur utilisation en sciences humaines et sociales » centrée sur les problématiques de traitement automatique du langage (NLP). Cette journée a accueilli une trentaine de participants des laboratoires de linguistique (LLL), d'informatique (LIFO) et d'économie (LEO) de l'Université d'Orléans. Matthieu PICAULT (LEO) a présenté ses

travaux sur la communication des banques centrales. Deux chercheurs invités, Kristof COUSSEMENT (IÉSEG School of Management) et Benoît CRABBÉ (Université Paris 7) ont présenté leurs travaux sur les problématiques d'interprétabilité dans le NLP et sur les chats conversationnels, comme le fameux ChatGPT. Le principe de ce type de séminaire pluridisciplinaire sera reconduit durant les prochaines années.

1^{ER} DÉCEMBRE 2022 INSTITUT LOUIS BACHELIER

Workshop « Financial advice, Profiling and Portfolio Choice of Households »

Évènement co-organisé avec l'Institut Louis Bachelier et Yomoni

L'Initiative de Recherche PREF « Prise de Risque des Épargnants Français » a organisé, en partenariat avec l'Université d'Orléans, l'Institut Louis Bachelier (ILB) et Yomoni, un workshop intitulé "Financial advice, Profiling and Portfolio Choice of Households". L'initiative de recherche est portée par Alexis DIRER et Béatrice BOULU-RESHEF.

Ce workshop s'est déroulé le 8 décembre dernier dans les locaux de l'ILB. Cet évènement académique s'inscrit dans le cadre du programme Finance and Insurance Reloaded (FaIR) de l'ILB. Il a permis de présenter des travaux récents sur les questions de conseil financier, de profilage et de choix de portefeuille des ménages et de l'impact de l'introduction des robo advisors. Les articles présentés durant l'évènement ont soulevé des problématiques d'actualité sur le sujet, notamment la question de la délégation du choix de portefeuille, du devenir du profilage financier entre conseil humain et conseil algorithmique.

Financial advice, Profiling and Portfolio Choice of Households Workshop

Thursday, December 8, 2022 - 9:00 AM-1:00 PM

Location: Institut Louis Bachelier, Palais Brongniart, 28 Place de la Bourse, 75002 Paris

09:00 – 09:15: Coffee

09:00 – 09:15: Welcome address by **Sébastien D’Ornano** - CEO of Yomoni

09:30 – 10:00: **Matthias Stefan** (University of Innsbruck), **Martin Helmán** (University of Gothenburg), **Felix Holzmeister** (University of Innsbruck), **Michael Kircher** (Lund University), **Erik Wengström** (Banks School of Economics) **“You can’t always get what you want—An experiment on finance professionals’ decisions for others”**
Discussion: **Hela Maal**, Université Paris 8 Vincennes-Saint Denis, LED

10:30 – 11:00: **Béatrice Boulu-Reshef** (Université d’Orléans, LEO), **Alexis Direr** (Université d’Orléans, LEO), and **Nicole von Wilczur** (Aptab) **“Algorithmic vs. Human Portfolio Choice”**
Discussion: **Sylvain Carré**, Université Paris Dauphine, LED

11:00 – 11:30: **Milo Bianchi** (Toulouse School of Economics) and **Marie Brière** (Amundi Asset Management, Université Paris Dauphine) **“Augmenting Investment Decisions with Robo-Advice”**
Discussion: **Frédéric Lox**, ENSAE Paris

11:30 – 11:45: Coffee break

11:45 – 12:15: **Alexis Direr** (Université d’Orléans, LEO) and **Indigo Jentjens** (Université d’Orléans, LEO) **“Who invests on behalf of their children and how? Evidence from a robo-advisor”**
Discussion: **Luc Arrondel**, Paris School of Economics, PSE

12:15 – 12:45: **Philippe d’Astous** (HEC Montréal), **Irina Gemma** (HEC Montréal), and **Pierre-Carl Michaud** (HEC Montréal) **“The Quality of Financial Advice: What Influences Client Recommendations?”**
Discussion: **Thomas Renault**, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CES

XXXVII^{èmes} Journées du développement de l'Association Tiers-Monde

MONDIALISATION, DÉVELOPPEMENT & VULNÉRABILITÉS
DES ESPACES MARITIMES ET CÔTIERS

23 AU 25 MAI 2022 BREST

37^{èmes} Journées du Développement ATM

Évènement organisé par l'ATM (Association Tiers-Monde), partenaire du LEO

Ces journées organisées par l'Université de Bretagne Occidentale et la laboratoire AMURE (centre de droit et d'économie de la mer, UMRUBO-Iframer-CNRS) ont accueilli 70 communications et 3 conférences invitées: M. BONNIN (IRD): « La planification spatiale marine dans l'Atlantique tropical. De la Tour de Babel à l'organisation d'une intelligence collective »; W. AKPALU (GIMPA): « Is Industrial Trawling Beneficial in West Africa? An Assessment Using Fishery Performance Indicators (FPIs) in Ghana »; J.P. MOATTI (membre du groupe d'experts ONU sur les

ODD) « Les objectifs de développement durable (2015/2030) à la lumière des crises sanitaire et écologique ».

Le prix Philippe Hugon décerné à la meilleure communication junior a été attribué à Fanny CHALES (UBO, AMURE) pour: « Revue systématique des services écosystémiques côtiers dans les Petits États Insulaires en Développement du Pacifique ». L'association ATM (Association Tiers-Monde) est codirigée par Thierry MONTALIEU.

Tables rondes

25 NOVEMBRE 2022 UNIVERSITÉ D'ORLÉANS

Table ronde : « Transition numérique de la finance versus transition climatique » Évènement co-organisé avec la MSH Val de Loire

Dans le cadre du projet « FinDiT-NC » (Finance Digitale et Transitions numériques et Climatiques), Sébastien GALANTI a organisé une table ronde à l'Hôtel Dupanloup le 25/11/2022. Stéphane Goutte (Université de Paris Saclay) et Florian Fizaine (Université de Savoie Mont Blanc) ont présenté leurs travaux puis échangé sur les problèmes posés par la nécessité d'articuler transition climatique, économie des ressources et de l'énergie avec les besoins de la transition numérique.

TABLE RONDE

25 novembre 2022
11h-12h

Hôtel Dupanloup
Orléans

Accessible en direct sur Teams :

<https://tinyurl.com/TableRde>

TRANSITION NUMÉRIQUE DE LA FINANCE VERSUS TRANSITION CLIMATIQUE ?

Intervenants :

- Stéphane GOUTTE, Université de Paris Saclay
- Florian FIZAINE, Université de Savoie Mont Blanc

Coordonnateur :

- Sébastien GALANTI, Université d'Orléans

Crédits :



INSCRIVEZ-VOUS À LA LISTE
DE DIFFUSION DE L'AXE
SUR LE SITE DE LA MSH :

[Recherche > Axes de recherche](#)
> [Humanités environnementales](#)

05 AU 09 OCTOBRE 2022 BLOIS

25^{ème} Rendez-vous de l'Histoire Évènement co-organisé avec la MSH Val de Loire

Dans le cadre des Rendez-vous de l'Histoire de Blois, Jean-Paul POLLIN et Maxime MENUET. Ont animé une table ronde sur le thème « Construire une croissance durable : pourquoi et comment ? »

À partir des années 1960, une prise de conscience d'une éventuelle contradiction entre l'accroissement du niveau de production et la limite des ressources naturelles s'est

développée. L'accent est mis sur la notion de « développement durable », qui exige de concilier la croissance avec le maintien des équilibres écologiques et des préoccupations sociales. La table ronde s'est interrogé sur la dimension historique du développement durable, sur sa définition, et sur les solutions à mettre en place, dont les modalités peuvent passer par la régulation bancaire.



Contrats

En 2021, les chercheurs du LEO ont travaillé dans le cadre de 9 contrats de recherche leur permettant de financer leurs travaux : 1 contrat européen H2020, 3 contrats ANR (Agence Nationale de la Recherche), 2 chaires d'entreprises, 4 contrats APR (Appels à Projet Régional), 1 contrat MSH (Maison des Sciences de L'Homme), 1 contrat « Chaire Dauphine Fintech – Finance Digitale ».

Ensemble, ces projets représentent environ 1,492 million d'euros de subventions en faveur de la recherche.



Contrat européen

Depuis le 1^{er} février 2021, le LEO participe au projet européen H2020 UNTANGLED (Untangling the impacts of technological transformations, globalisation and demographic change to foster shared prosperity in Europe) financé par la Commission européenne à hauteur de 3 millions d'euros sur trois années pour la période 2021-2023.

Ce projet de recherche pluridisciplinaire associe quatorze universités et centres de recherche en économie et en sociologie, principalement européens (KU Leuven, LISER du Luxembourg, IBS de Pologne, wiw de Vienne, ZSI de Vienne, ESRI de Dublin, UNIPG de Perugia, POLIMI de Milan, RWI de Leibniz, Aldgate de Pologne), mais associant également l'Afrique du Sud (UCT), la Colombie (Fedesarrollo) et la Chine (IPLE-CASS). Le LEO y contribue par son expertise reconnue sur les questions relatives aux conséquences économiques et sociales de la mondialisation. Quatre chercheurs de l'équipe EI2D participent au projet : Isabelle RABAUD, Marcel VOIA, Camelia TURCU et Daniel MIRZA. Une post-doctorante, Aya ELEWA, contribuera également au projet.

L'objectif du projet consiste à caractériser les modifications dans les occupations et la qualification des emplois offerts en Europe en relation avec les nouvelles transitions liées à la digitalisation, aux évolutions démographiques et à la mondialisation. Le projet poursuit trois objectifs : (1) fournir des analyses détaillées aux niveaux macroéconomique, régional, sectoriel et microéconomique des effets de ces tendances sur le marché du travail et les inégalités, en identifiant les gagnants et les perdants ; (2) développer des scénarios fondés sur des modèles concernant les impacts de ces tendances sur diverses sous-populations, secteurs d'activité et régions, dans les décennies à venir ; (3) développer des recommandations de politique économique pour favoriser la prospérité partagée.

En Europe, les chocs commerciaux liés à la mondialisation provoquent une relocalisation des emplois entre les activités. En parallèle, les changements démographiques induits par le vieillissement de la population créent de nouvelles opportunités d'emplois. Ces tendances peuvent renforcer les pénuries de qualification sur le marché du travail. L'objectif de nos travaux consiste



UNTANGLED

Subvention européenne

Responsable scientifique LEO
Isabelle RABAUD

Durée 01/02/2021 au 31/01/2024

Montant total 2 993 459 €

Montant LEO 70 516 €

à analyser l'impact de l'effet de composition des travailleurs immigrés sur les marchés européens du travail.

Deux articles sont en cours de rédaction. Dans le premier, Aya ELEWA, Isabelle RABAUD et Marcel VOIA s'intéressent à l'effet de composition des travailleurs immigrés en Europe selon leur région d'origine et se centrent sur les distributions des salaires et des qualifications (skills). Ils appliquent un modèle de sélection à la Heckman sur la base de données PIAAC de l'OCDE. Ils mettent en évidence le rôle des qualifications, du genre et de la région d'origine dans les différences des salaires entre natifs et migrants résidant et travaillant en Europe. Ils mesurent également l'écart des salaires en défaveur des immigrants pour les catégories hautement qualifiées (éducation universitaire) provenant des pays à revenus faibles et intermédiaires.

Dans la deuxième contribution, en cours de rédactions, Aya ELEWA, Ludvine MARTIN, Isabelle RABAUD et Marcel VOIA s'intéressent aux qualifications et occupations dans lesquelles les travailleurs immigrés sont sur- ou sous-représentés par rapport aux natifs en Europe. Ils travaillent pour cela sur la base des micro-données LFS (Labour Force Survey) d'Eurostat qu'ils comparent aux recensements des migrants effectués par l'OCDE pour les années 2000, 2010 et 2020.

Projets ANR

L'Agence nationale de la recherche (ANR) est un établissement public à caractère administratif, placé sous la tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

L'Agence met en œuvre le financement de la recherche sur projets, pour les opérateurs publics en coopération entre eux ou avec des entreprises.

BEcAUSeTerror

Terrorisme, Comportements des Agents économiques, Sécurité et Utilité

ANR appel à projets générique 2016

Coordinateur Daniel Mirza

Durée 01/10/2018 au 31/12/2023

Montant total 292 000 €

Montant LÉO 172 167 €

Les actes de terrorisme dans le monde ont atteint des sommets dramatiques depuis 2010, passant de 10 000 à 15 000 incidents nationaux et transnationaux par an et faisant plus de 70 000 victimes directes en 2015 (soit le nombre total de morts et de blessés dans le monde).

Le nombre d'incidents et celui des victimes ont été multipliés par plus de trois par rapport à la première décennie des années 2000. Le projet de financement à ANR a un objectif : il interroge la manière dont les agents économiques (agents privés, autorités publiques, organisations criminelles) réagissent et interagissent suite aux activités terroristes, dans une perspective microéconomique et macroéconomique, dans le temps et l'espace. Une très grande partie de la littérature n'analyse pas en profondeur le micro-comportement des personnes face à la menace terroriste. Peu de structures théoriques se concentrent sur le comportement des autorités de lutte contre le terrorisme ou celui d'organisations terroristes. En particulier, on voudrait

étudier comment les consommateurs, les ménages, les travailleurs et les employeurs modifient leur consommation, leurs investissements et leurs trajets professionnels, organisent leur vie privée et professionnelle ou établissent leurs plans de production et de recrutement. De plus, on aimerait évaluer les réactions supplémentaires qui surviennent lors de la mise en place de mesures de sécurité. Enfin et surtout, dans l'hypothèse où les activités terroristes pourraient être persistantes, l'objectif est de montrer comment toutes ces réactions peuvent fausser la répartition des ressources dans le temps, l'espace mais aussi entre les individus. En particulier, non seulement nous permettons une interaction des comportements des agents privés et publics à travers le temps et l'espace, mais nous examinons également comment, à leur tour, les activités économiques et terroristes peuvent être façonnées ensemble par ces décisions à long terme. Le projet utilise principalement des données microéconomiques au niveau du ménage, de l'entreprise ou des employés. Dans certains projets, il utilise également des données aux niveaux géographiques les plus fins (par la géolocalisation ou le niveau des territoires français). La plupart de ces jeux de données sont nouveaux dans cette littérature. Il est important de noter que l'équipe de ce projet adopte une approche multidimensionnelle fondée sur les compétences complémentaires des membres de l'équipe, comprenant l'économie des conflits, la microéconomie, l'économie du commerce et l'environnement / transports, les études culturelles et l'économie des ménages, afin de fournir un compte rendu théorique et empirique précis de l'impact économique d'attaques terroristes.

L'équipe du LEO porteuse du projet est constituée de Daniel MIRZA (Coordinateur du projet), Francesco MAGRIS et un doctorant pour lequel l'ANR offre un financement. Un ou deux autres chercheurs du LEO pourront également se joindre au projet. L'École d'Économie de Paris est partenaire de ce projet avec Elena STANCANELLI (Chercheuse CNRS), Thierry VERDIER (Directeur de recherche, ingénieur des Mines) et Mouez FODHA (Professeur à Paris 1).

CaLiBank

L'industrie bancaire de l'après crise : comment les banques vont-elles réagir aux contraintes réglementaires plus strictes ?

ANR appel à projets générique 2019

Coordinateur Amine Tarrazi
(LAPE, Université de Limoges)

Responsable scientifique LÉO
Sessi Tokpavi

Durée 01/10/2019 au 31/03/2023

Montant total 296 076 €

Montant LÉO 109 080 €



La crise financière mondiale de 2007-2009 a révélé de nombreuses défaillances dans la façon dont les systèmes bancaires étaient régulés.

En réponse aux graves dysfonctionnements rencontrés par les établissements bancaires, principalement occidentaux, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a redéfini et renforcé les contraintes réglementaires auxquelles les banques sont soumises (accords de Bâle III). Bâle III introduit pour la première fois des contraintes de liquidité pour garantir que les banques détiennent suffisamment d'actifs liquides pour résister à d'éventuelles ruées des créanciers en périodes de crise. Ces règles viennent se rajouter aux contraintes de capital qui sont elles-mêmes plus sévères qu'auparavant et ce en particulier pour les très grandes banques, dites systémiques. Le projet CaLiBank porte sur la façon dont les banques vont s'adapter et réagir aux nouvelles règles strictes de liquidité et de capital définies par l'accord de Bâle III.

Vont-elles réduire leur financement à l'économie ?
Vont-elles développer des activités moins risquées ou plus risquées ?

Le projet évaluera l'impact de ces nouvelles contraintes sur l'activité d'intermédiation des banques qui est vitale pour l'innovation et la croissance. Une attention particulière sera accordée à la réaction des banques systémiques à

des exigences de capital plus élevées en présence des nouvelles contraintes de liquidité. Ces banques géantes peuvent en effet faire peser une menace importante sur l'économie mondiale. Ce projet sera mené à bien par un consortium de deux équipes françaises (LAPE, Université de Limoges et LEO, Université d'Orléans) aux compétences reconnues dans le domaine de la banque et finance et de l'économétrie financière ainsi que par des chercheurs d'Europe et des Etats-Unis experts en économie bancaire.

Au-delà de ces objectifs scientifiques, le projet CaLiBank vise aussi à promouvoir la reproductibilité de la recherche dans le domaine de la Finance. Enfin, CaLiBank inclut une formation doctorale et deux universités d'été dans les domaines Banque, Finance et Econométrie financière destinées aux doctorants des deux partenaires.

MLEforRisk

Machine Learning et Économétrie pour la Mesure des Risques en Finance

ANR appel à projets générique 2021

Coordinateur Christophe HURLIN

Équipes concernées

LÉO, AMSE, CREST et DRM Paris Dauphine

Durée 01/10/21 au 28/02/24

Montant total 393 120 €

Montant LÉO 110 880 €

L'utilisation de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage automatique (Machine Learning ou ML) par les banques et les Fintechs est l'un des changements technologiques les plus importants du secteur financier observés au cours des dernières décennies.

Ces nouvelles technologies apparaissent très prometteuses pour de nombreuses activités financières mais elles soulèvent également de nouveaux défis. Dans ce contexte, le projet MLEforRisk vise à mieux comprendre l'utilité de la combinaison de l'économétrie et du ML pour la mesure des risques financiers. Ce projet a pour ambition de fournir une étude rigoureuse des avantages et des limites de ces deux approches dans le domaine de la gestion des risques qui constitue l'activité centrale de l'industrie financière. MLEforRisk est un projet multidisciplinaire dans les domaines de la finance et de l'économétrie financière qui réunit des chercheurs débutants et confirmés en gestion, économie, mathématiques appliquées et data science appartenant aux équipes du CREST (ENSAE), de l'AMSE (Université Aix-Marseille), de DRM (Université Paris Dauphine) et LEO (Université d'Orléans).

Le projet s'articule autour de cinq objectifs méthodologiques en rapport avec la modélisation des risques de crédit, de marché et de liquidité.

Dans le contexte du risque de crédit, l'objectif est de développer des approches hybrides de modélisation du risque de crédit en combinant économétrie et ML afin de dépasser l'arbitrage entre interprétabilité et performances prédictives. Parallèlement, l'utilisation du ML dans le domaine du crédit suscite un débat sur les potentiels biais de discrimination que ces algorithmes pourraient générer en désavantagant systématiquement certains groupes d'emprunteurs. Notre objectif est de développer des méthodes statistiques permettant de tester l'équité algorithmique des modèles de risque de crédit et de réduire l'importance de ces biais.

Dans le domaine du risque de marché, le projet vise à combiner les techniques de ML et des modélisations économétriques avancées dans le but d'améliorer la prévision des mesures de risque conditionnel associées à la détention d'un portefeuille d'actifs. Notre objectif est de proposer de nouvelles approches hybrides pour la modélisation de la matrice de variance conditionnelle des rendements ou de son inverse, appelée matrice de précision. Ces méthodes d'estimation seront conçues dans la perspective de portefeuilles de grande dimension pour lesquels le nombre d'actifs peut dépasser très largement le nombre d'observations temporelles disponibles pour estimer ces moments.

Enfin pour ce qui concerne le risque de liquidité, nous partons du constat que le développement des indices de marché alternatifs et l'investissement factoriel modifient sensiblement la dynamique des volumes échangés sur les marchés en accroissant notamment les dépendances et les effets de réseaux. Notre objectif est de prendre en compte ces effets afin d'améliorer la mesure du risque de liquidité tout en limitant la dimension des modèles économétriques grâce à des techniques de ML.

Le projet MLEforRisk vise à constituer un réseau de recherche et de formation doctorale pour les jeunes chercheurs spécialisés en économétrie financière. Il vise en outre à promouvoir une recherche reproductible. L'ensemble des codes et des données produits dans le cadre du projet certifiés par cascadi, la première agence de certification pour le code et les données scientifiques.

Chaires d'entreprises

Depuis 2020, le LÉO s'est engagé dans une stratégie de recherche partenariale avec des entreprises privées grâce au montage d'Initiatives de Recherche (IdR) sous l'égide de l'Institut Louis Bachelier. Une IdR est une convention de partenariat associant une ou plusieurs entreprises et une ou plusieurs institutions académiques (université, école, centre de recherche, etc.) autour

d'un projet de recherche pluriannuel. En 2020, l'Institut Louis Bachelier hébergeait plus de 65 programmes de recherche autour de 4 transitions : numérique, environnementale, démographique, financière.



CHAIRE YOMONI

La prise de risque de l'épargnant français

Initiative de recherche

Responsables scientifiques LÉO

Béatrice BOULU-RESCHEF et Alexis DIRER

Durée 15/02/2020 au 14/02/2023

Montant LÉO 180 000 €

Le LÉO a conclu en 2020 une convention de partenariat avec la fintech Yomoni sous l'égide de l'Institut Louis Bachelier pour la mise en place d'une Initiative de Recherche intitulée « Prise de Risque de l'Épargnant Français » coordonnée par Béatrice Boulu-Reschef et Alexis Direr.

Yomoni est une société de gestion de l'épargne et le leader français des robo-advisors. Depuis son lancement en 2015, elle propose à ses clients une gestion de leur épargne financière au sein de différentes enveloppes fiscales (assurance vie,



compte titre ordinaire, PEA et plus récemment, Plan d'Épargne Retraite). L'ensemble du process client est digitalisé, du conseil financier automatisée sur la base d'un questionnaire détaillé rempli par le client, jusqu'à la signature électronique du mandat. La digitalisation complète de la relation, ainsi que le recours à des fonds indiciels permet à la fintech d'offrir à ses clients des frais de gestion parmi les plus bas du marché. La société, forte d'une quarantaine d'employés, gère 500 millions d'euros d'actifs pour le compte de 34 000 clients.

L'objectif du partenariat est de mener des travaux sur les thématiques des choix d'épargne et de portefeuille des particuliers. Le sujet s'inscrit dans un contexte de participation accrue des épargnants aux marchés financiers, promue par le développement de l'épargne retraite, et la présence d'incitations fiscales en faveur de l'épargne financière. Cette ouverture de l'épargne des particuliers aux marchés financiers s'accompagne d'une responsabilisation accrue en matière de choix d'épargne et d'investissement, ce qui soulève des questions, comme la capacité des épargnants à comprendre les produits dans lesquels ils investissent, à correctement appréhender les risques, à diversifier leurs avoirs, à minimiser les frais, ou encore à tenir leurs positions en cas de chute des marchés.

Le projet part du constat que dans l'industrie des fintechs, la recherche universitaire n'est pas directement accessible pour des structures de petite taille n'ayant pas les capacités (humaines et financières) d'intégrer les ressources nécessaires. Parallèlement, les fintechs disposent de bases de données exclusives et d'une capacité pour la mise en place de procédures de test empiriques et expérimentale éclairant la capacité des épargnants à gérer les risques financiers. C'est en plaçant l'épargnant au centre de leur activité que les fintechs sont parvenues à changer le paysage de l'industrie. Que ce soit au niveau des interactions avec les clients en direct ou les données collectées, les synergies entre les fintechs et la recherche universitaire apparaissent nombreuses.

La thématique de l'IDR s'inscrit dans un contexte de participation accrue des épargnants aux marchés financiers, qui s'explique notamment par le développement de l'épargne retraite, la mise en place d'incitations fiscales en faveur de l'épargne financière, et la baisse continue des taux d'intérêt. Une large gamme de produits financiers risqués et souvent complexes sont proposée aux ménages dans les contrats d'épargne comme le Plan d'épargne en actions, l'assurance vie ou les produits d'épargne retraite. Cette ouverture de l'épargne des particuliers aux marchés financiers s'accompagne d'une responsabilisation accrue en matière de choix d'épargne et d'investissement, ce qui soulève des questions fondamentales, comme leur capacité à diversifier leurs avoirs, à minimiser les frais, ou encore à tenir leurs positions en évitant d'acheter et de vendre aux plus mauvais moments.

Les objectifs qui en découlent se déclinent de la façon suivante : Comment assister les épargnants dans leurs choix d'épargne et de portefeuille ? Quelles décisions d'allocation déléguer au gestionnaire des contrats ? Comment présenter l'information financière sur les risques et les rendements futurs de manière à amener les investisseurs à choisir les meilleurs arbitrages ? Quelles connaissances financières minimales sont-elles nécessaires à une prise de décision éclairée ? Comment sensibiliser les épargnants à l'importance des bonnes pratiques de gestion des risques, avec quels résultats ? Ces questions font écho aux problématiques de recherche les plus actives aujourd'hui.

CHAIRE THELEM ASSURANCES

Data Science et Détection de Fraude en Assurance

Initiative de recherche

Responsables scientifiques LÉO
Denisa BANULESCU-RADU

Durée 01/09/2021 au 01/09/2024

Montant LÉO 275 000 €



L'Initiative de Recherche « Data Science et Détection de Fraude en Assurance » a été lancée en septembre 2021 en partenariat avec Thélem Assurances sous l'égide de l'Institut Louis Bachelier.

Cette IdR, portée par Denisa BANULESCU-RADU, est un projet de recherche sur 3 ans regroupant des spécialistes d'économétrie, de data science et d'économie dans l'objectif de développer de nouvelles techniques de prévention et de détection de la fraude dans le domaine de l'assurance. Il s'agit de la deuxième chaire partenariale du LEO, après celle signée en 2020 avec la société Yomoni.

Thélem Assurances est un groupe mutualiste spécialisé dans les assurances de personnes, de biens et de responsabilités pour les particuliers et les professionnels. L'entreprise, dont le réseau de distribution physique est composé de 285 agences réparties dans 53 départements et 246 courtiers, a réalisé un chiffre d'affaires de 390,4 millions d'euros en 2020, correspondant à un portefeuille d'1,1 million de contrats et 491 855 sociétaires. Son siège social est basé à Chécy, dans le Loiret, avec également des sites à Châteauroux, Nantes et Paris. Thélem Assurances a fêté ses 200 ans en 2020 et compte aujourd'hui 479 collaborateurs salariés. Les membres du LEO impliqués dans le projet sont Denisa Banulescu-Radu (responsable scientifique), Alexis Direr et Matthieu Picault.

La détection de la fraude est un domaine très particulier de la modélisation statistique.

Contrairement à la détection d'anomalies dans le domaine industriel par exemple, elle vise à détecter des transactions frauduleuses issues de comportements rationnels d'agents. Dès lors, la détection des cas de fraude requiert non seulement des compétences en data science et en économétrie (connaissance des modèles statistiques et de leurs propriétés), mais aussi des compétences économiques et juridiques permettant de comprendre les motivations et les comportements stratégiques des fraudeurs. Les motivations de l'IdR « Data Science et Détection de Fraude en Assurance » sont principalement liées (i) à la modélisation du comportement stratégique des fraudeurs dans le domaine de l'assurance ; (ii) à la nécessité de mettre en place des systèmes de détection efficaces ; (iii) à l'exploitation de nouvelles bases de données permettant d'identifier les mécanismes de la fraude à l'assurance.

Le projet s'organise autour de plusieurs axes : (a) une réflexion méthodologique sur les algorithmes de détection de la fraude en assurance ; (b) l'optimisation du traitement des signaux positifs (suspicion de fraudes) émis par le modèle et dimensionnement par rapport aux capacités de traitement et de contrôle ; (c) une réflexion sur la stabilité et la gouvernance des modèles de détection de la fraude ; (d) une réflexion sur les liens avec d'autres modélisations de risque en finance (risque de crédit, par exemple).

L'IdR permettra la mise en place d'un programme de chercheurs invités et d'un cycle de séminaires bimensuels, la formation des data scientists aux problématiques spécifiques de la détection de fraudes en assurances, et le recrutement d'un doctorant qui travaillera sur les thèmes de recherche de l'initiative de recherche.

CHAIRE CREDIT AGRICOLE CENTRE LOIRE

Transition énergétique et transformation des modèles économiques

Initiative de recherche

Responsables scientifiques

Camélia TURCU et Yannick LUCOTTE

Durée 01/10/2022 au 30/08/2025

Montant LEO 275 000 €



Le développement économique est devenu indissociable des conditions environnementales et sociales. Le défi de la transition énergétique passera inévitablement par de profondes mutations de l'économie. Dans cette optique, les établissements financiers joueront un rôle central dans la conduite et la réussite de cette transformation. Les conclusions de « l'exercice climatique pilote » conduit par l'ACPR en 2020 montrent en synthèse que l'exposition des institutions françaises aux secteurs les plus concernés par le risque de transition, tels qu'identifiés dans cet exercice (industries extractives, raffinage, pétrole, agriculture, etc.), est aujourd'hui relativement faible. Toutefois, plusieurs études mettent en avant la nécessité de renforcer la connaissance, la projection et la modélisation de ces transformations sectorielles et intra-sectorielles qui seront induites par la transition vers une économie neutre en carbone à horizon 2050.

Dans ce contexte, l'Initiative de Recherche « Transition énergétique et transformation des modèles économiques » a pour objectif d'identifier et de comprendre les évolutions des modèles économiques liées à la transition énergétique dans

une approche sectorielle et régionale, afin de mieux accompagner les clients du CACL dans leurs transitions. Ce projet de recherche rassemble des spécialistes de macroéconomie, finance, et d'économie de l'environnement. Il vise à contribuer au développement et à la diffusion dans les milieux académiques et professionnels, des avancées récentes de la recherche dans le domaine de la transition énergétique et de la modélisation économique y afférente.

Le projet se décline en 3 principales étapes :

- Décrire et analyser d'une manière théorique et quantitative la chaîne des impacts et les interactions sectorielles / intra-sectorielles sur la base de différents scénarios de transition (ce qui implique la construction en amont d'un ou plusieurs scénarios).
- Identifier et comprendre les évolutions des modèles économiques (anticipation et analyse des opportunités et des risques).
- Proposer une application sur l'économie du territoire et ensuite éventuellement sur le portefeuille clients.

Projets APR Région Centre-Val de Loire

La procédure d'appels à projets de recherche (APR-IA ou APR-IR) est un dispositif central de la politique de soutien à la recherche de la Région Centre-Val de Loire.



CriseReactGlobal

APR Initiative Académique (APR-IA) 2021

Coordinateur Camélia TURCU

Partenaires académiques
CRJ Pothier - Université d'Orléans

Durée 19/11/2021 au 19/11/2023

Montant total 122 849 €

Montant LÉO 73 749 €

Le projet CriseReactGlobal est un projet de recherche interdisciplinaire (économie, droit) et international (Allemagne, Belgique, Canada) visant à analyser, à travers un angle juridique et économique, des défis clés posés, dans le contexte de la globalisation, par l'actuelle crise du Covid 19 et les crises de la dernière décennie.

Il s'inscrit dans les pôles thématiques « Modélisation, Systèmes, Langages » et « Humanités, Cultures et Sociétés » de l'Université d'Orléans. Il a pour ambition de fédérer les compétences d'économistes et de juristes autour d'une problématique de grande actualité liée : à la propagation de la crise sanitaire actuelle, et d'autres crises récentes, à travers les échanges internationaux (e.g. mobilités des personnes, des capitaux, commerce des biens et services, chaînes globales d'approvisionnement) et le comportement lié des agents économiques, aux politiques macroéconomiques mises en place face à ces aux profondes mutations institutionnelles, juridiques, environnementales, technologiques et productives que ces crises génèrent dans un monde de plus en plus intégré.

REDFLAG

Détection de la fraude et lutte contre le blanchiment d'argent

APR Initiative Académique (APR-IA) 2019

Coordinateurs Denisa BANULESCU-RADU (LÉO) et Sandie LACROIX DE SOUSA (CRJP)

Durée 13/09/2019 au 13/01/2023

Montant total 110 000 €

Montant LÉO 70 000 €

Le projet APR-IA RedFlag (détection de la fraude et lutte contre le blanchiment d'argent) est un projet de recherche interdisciplinaire et international visant à développer de nouvelles techniques de prévention et de détection de la fraude et du blanchiment d'argent.

Reposant sur une approche multidisciplinaire tout à fait originale, Redflag ambitionne d'identifier les spécificités méthodologiques inhérentes au domaine de la détection de la fraude et du blanchiment d'argent et de créer des outils techniques performants fondés sur la modélisation économétrique et l'apprentissage automatique.

La détection automatique de fraude est un domaine très particulier de la modélisation statistique. Contrairement à la détection d'anomalies dans le domaine industriel par exemple, elle vise à détecter des transactions frauduleuses issues de comportements rationnels d'agents. Dès lors, la détection des cas de fraude et de blanchiment d'argent requiert non seulement des compétences en data science et en économétrie (connaissance des modèles statistiques et de leurs propriétés), mais aussi des compétences économiques et juridiques (définitions juridiques, typologies, dispositifs pour détecter et prévenir les cas de fraude, sanctions en cas de fraude ou de blanchiment) permettant de comprendre les motivations et les comportements stratégiques des fraudeurs.

Le projet RedFlag réunit ainsi des économètres et statisticiens du Laboratoire d'Économie d'Orléans (LÉO) et des juristes de droit privé, de droit public et de droit international du Centre de Recherche Juridique Pothier (CRJP 1212). Son objectif est de développer des modèles puissants de détection de la fraude en temps réel et des outils innovants, opérationnels et fiables de prévention et de détection du blanchiment d'argent. Le partenariat avec des universités étrangères (Belgique, Pologne, Japon), ainsi que la collaboration avec des entreprises de la banque ou de l'assurance et les autorités de régulation ajoute encore au caractère novateur de ce projet. De la sorte, RedFlag permet de construire au sein de la Région Centre-Val de Loire un réseau de recherche structuré et spécialisé à rayonnement international.

BIOFERTIL

Utilisation de BIOchar pour améliorer et optimiser l'apport de FERTILisant en zones vulnérables

APR d'Intérêt Régional (APR-IR) 2019

Coordinateur Sylvain BOURGERIE (LBLGC)

Responsable scientifique LÉO
Xavier GALIÈGUE

Durée 05/07/2019 au 05/11/2023

Montant total 205 000 €

Montant LÉO 35 000 €

L'agriculture en Région Centre-Val de Loire est leader au niveau français; elle possède la plus grande surface agricole utile nationale avec près de 2 311 400 ha ce qui correspond à 60 % de son territoire et à environ 25 000 exploitations.

La Région Centre-Val de Loire est la première région céréalière de France et d'Europe, et l'économie régionale est fortement liée au secteur agricole. Toutefois cette économie est fortement tributaire des conditions environnementales et notamment climatiques mais également de la concurrence internationale. Cela implique donc d'optimiser les pratiques agricoles notamment pour réduire l'impact écologique et financier de l'utilisation de l'eau et des fertilisants.

Pour cela, nous étudions l'effet des biochars, amendements organiques issus de la pyrolyse, principalement de biomasses végétales et dont l'incorporation dans les sols améliore leurs qualités biologiques et physico-chimiques. Cette association sol - biochar permettrait donc une amélioration des rendements ou tout au moins une réduction de l'utilisation de fertilisants qui ont des effets négatifs sur l'environnement et la santé quand ils se retrouvent dans les eaux

gravitationnelles ou superficielles. Le biochar peut ainsi améliorer la vie biologique des sols tout en retenant les éventuels fertilisants qu'il rendrait progressivement disponible aux cultures. Enfin la mise en place d'une filière économique liée à la production de biochar en Région Centre - Val de Loire permettrait de valoriser la production de bois locale et contribuerait indirectement à diminuer la libération de CO₂ à effet de serre par immobilisation dans les sols.

CO2SERRE

Valorisation et stockage du CO₂ issu de la transformation de la biomasse pour la culture sous serre

APR d'Intérêt Régional (APR-IR) 2019

Coordinateur Isaline GRAVAUD (BRGM)

Responsable scientifique

LÉO Xavier Galiègue

Durée 05/07/2019 au 05/08/2023

Montant total 206 000 €

Montant LÉO 106 000 €

Le projet CO2SERRE porte sur la mise en œuvre des technologies de Captage-Stockage-Utilisation du CO₂ (CCUS), avec utilisation dans des serres agricoles.

Il s'agit donc de combiner le stockage du CO₂ dans le sous-sol avec son utilisation dans des serres agricoles, qui permet d'accroître la croissance des plantes. Comme cette utilisation connaît de fortes fluctuations dans l'année, il sera nécessaire de procéder à un stockage transitoire du CO₂.

D'autre part les besoins des serres agricoles étant inférieurs aux émissions de CO₂ capturées, il sera aussi nécessaire de stocker durablement son excédent dans le sous-sol. Le CO₂ capté le sera à partir de l'utilisation de biomasse (on parle alors de BCCUS), par combustion dans la centrale thermique à co-génération d'Orléans-La Source, ce qui aboutira à un processus à émissions négatives, le volume du carbone capturé étant supérieur au carbone émis lors des différentes phases du processus de BCCUS.

La contribution du LÉO est de procéder à l'analyse technico-économique du projet, (TEA), analyse qui doit tenir compte de nombreux paramètres techniques et économiques, et qui sera alimentée par les résultats obtenus par une analyse du cycle de vie (ACV) de l'ensemble du processus de BCCUS. Cette TEA sera précédé par un état de l'art des différentes expériences menées dans le domaine du BCCUS, qui bénéficiera aussi de l'expérience acquise par le BRGM à travers le projet H2020 CCS STRATEGY qu'il pilote en parallèle avec le projet CO2SERRE. L'étape suivante du projet portera sur une évaluation du potentiel de développement du concept CO2SERRE au niveau régional et national, et en l'identification des freins et leviers qui pourront être mobilisés pour son déploiement.

REVIVIFI

Réduire l'utilisation et les effets du cuivre dans la filière vitivinicole

APR d'Intérêt Régional (APR-IR) 2022

Coordinateur

Domenico MORABITO (LBLGC)

Responsables scientifiques LÉO

Denisa BANULESCU-RADU

Durée 12/10/2022 au 20/10/2025

Montant LÉO 7 000 €

Le projet REVIVIFI porté par le LBLGC (Laboratoire de Biologie des Ligneux et des Grandes Cultures, USC Université d'Orléans - INRAE) vise à (i) diminuer les quantités de cuivre employées pour lutter contre le mildiou en utilisant en remplacement les biohuiles produites lors de la pyrolyse de biomasses viniviticoles et (ii) limiter la mobilité du cuivre du sol et à favoriser le développement des micro-organismes associés. Il permettra également de diminuer l'apport d'intrants, de mieux gérer la disponibilité en eau pour la vigne tout en renforçant ses défenses naturelles. L'utilisation de la bouillie bordelaise et de produits phytosanitaires organiques en viticulture pour lutter contre les maladies de la vigne a conduit à l'accumulation de grandes quantités de polluants dans les sols viticoles. Bien que les quantités appliquées aient diminué, les concentrations en

cuivre et en résidus phytosanitaires retrouvées dans ces sols restent élevées. Il est donc nécessaire de proposer des alternatives à l'utilisation du cuivre et des produits phytosanitaires qui représentent un danger pour le vignoble, pour les organismes vivants du sol et pour nos ressources en eau. Le projet REVIVIFI vise à valoriser et utiliser les coproduits biosourcés de la viticulture (sarments, marc et pépins de raisin), transformés par pyrolyse en (i) amendements carbonés qui serviront à stabiliser le cuivre présent dans les sols viticoles et (ii) biohuiles coproduites de la pyrolyse qui seront testées pour leurs activités antifongiques contre le mildiou. Cela permettra de diminuer l'utilisation du cuivre en viticulture et contribuera à la mise en place de pratiques agricoles durables basées sur une économie circulaire.

Projets MSH

Chaque année la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) Val de Loire lance un appel à projets pour favoriser l'émergence de nouvelles thématiques de recherche et permettre à des membres des laboratoires de la MSH et/ou du réseau national des MSH de collaborer dans l'élaboration d'un projet de recherche interdisciplinaire et innovant.



FinDiT-NC

Finance Digitale, Transition Numérique et Climatique

Appel à projet MSH Val de Loire 2021

Responsable scientifique

Sébastien GALANTI

Durée 01/09/2021 au 01/09/2022

Montant LÉO 5 000 €

La dernière décennie a vu l'émergence très rapide de la transition numérique en matière de finance (crypto-actifs, paiements mobiles, etc.) ainsi que d'une prise de conscience sur la nécessaire transition climatique, avec comme point d'orgue les accords de Paris de 2015.

En revanche, la question de l'impact de la digitalisation de la finance (au sens très large) sur le changement climatique n'a pour l'instant pas fait l'objet de nombreuses études systématiques. Pourtant, ces mutations intéressent tous les pays, au premier rang desquels les pays d'Afrique Subsaharienne, en tant qu'acteurs majeurs de l'utilisation de paiements mobiles, mais aussi en tant que pays dont les projections montrent qu'ils seront parmi les plus affectés par le changement climatique.

L'objectif du projet est de tenter d'évaluer dans quelle mesure l'adoption d'outils de finance digitale contribue à réduire (par gain d'efficacité) ou augmenter (par leurs émissions directes, processus de production et déchets inclus) les gaz à effet de serre, et surtout à évaluer en quoi ces outils contribuent au développement, à l'inclusion financière, ou à l'intensification des conflits liés aux ressources minières indispensables au secteur des Technologies de l'information et de la Communication (TIC).

REDUCDEBT

L'économie politique du désendettement

Appel à projet MSH Val de Loire 2022

Responsable scientifique

Maxime MENUET

Montant LÉO 5 000 €

Durée 01/09/2022 au 01/09/2023

La détérioration rapide des finances publiques dans de nombreux pays développés soulève la question des dangers d'un niveau excessif de dette publique. Dans la zone Euro, l'affichage de règles budgétaires strictes n'a pas réussi à limiter la croissance des dettes. Que les dettes publiques soient devenues structurelles en temps de paix suggère que l'endettement ne résulte pas seulement de motivations économiques, mais également d'incitations politiques, ce qui soulève la question des mécanismes institutionnels permettant de contrôler ces incitations. Le projet REDUCDEBT s'inscrit dans cette vision. Il aura pour objectif de développer une approche originale des règles budgétaires en

articulant leur dimension politique et économique, dans une perspective interdisciplinaire faisant dialoguer économistes et politistes. L'objectif est à la fois positif et normatif. Sur le plan positif, il s'agira d'étudier, à côté des mécanismes économiques stricto sensu, les déterminants sociopolitiques de la fragilité des règles budgétaires. Sur le plan normatif, le projet propose une méthode originale pour construire des règles budgétaires flexibles de désendettement, qui soient (i) cohérentes avec le processus sociopolitique sous-jacent aux décisions de politique économique dans les démocraties représentatives et donc (ii) efficaces pour réduire les niveaux d'endettement excessifs.

Bourse de Recherche Institut Europlace de Finance 2021

Effectiveness of the countercyclical capital buffer : Does the surplus of bank capital matter ?

Responsable scientifique

Yannick LUCOTTE

Montant LEO

10 000 €

Data Science for Fraud Detection

Responsables scientifiques

Denisa BANULESCU-RADU

& Sylvain BENOIT

Montant LEO

10 000 €

Autres contrats

Annexes

Enseignants Chercheurs

AVALLONE Nathalie

Maître de conférences, Université de Tours

Thèmes de recherche

Mécanismes d'industrialisation / développement -
Pays émergents - Échanges internationaux
de technologie

PhD 1999, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

BANULESCU-RADU Denisa

Maître de conférences, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Prévention et détection des fraudes, lutte contre
le blanchiment d'argent, Econométrie financière,
modélisation de la volatilité, mesures du risque à
haute fréquence, backtesting, risque systémique

PhD 2014, Université de Maastricht

BAUDASSE Thierry

Maître de conférences HDR, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Mécanismes d'industrialisation / développement -
Pays émergents - Échanges internationaux
de technologie

PhD 1990, Université de Nice

BELLANDO Raphaëlle

Professeur d'université, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Économie bancaire, stabilité financière

Membre du Haut Conseil de Stabilité Financière 2014-

PhD 1991, Université d'Orléans

BOULU-RESHEF Béatrice

Professeur d'université, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Économie managériale, économie comportementale,
économie expérimentale, finance comportementale

PhD 2011, Université de Lyon 2

BROS Catherine

Professeur d'université, Université de Tours

Thèmes de recherche

Économie managériale, économie
comportementale, économie expérimentale,
finance comportementale.

PhD 2010, Université Paris 1

COLLETAZ Gilbert

Professeur émérite, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Econométrie, Finance, Econométrie financière

PhD 1981, Université d'Orléans

COMBES Jean-Louis

Professeur d'université, Université Clermont
Auvergne

Thèmes de recherche

macroéconomie, économie du développement,
macroéconomie et environnement

PhD 1993, Université Clermont Auvergne

COMBES-MOTEL Pascale

Professeur d'université, Université Clermont
Auvergne

Thèmes de recherche

macroéconomie, économie du développement,
macroéconomie et environnement

PhD 1992, Université Clermont Auvergne

CONSTANT Karine

Maître de conférences, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Politique environnementale, Croissance, Inégalités,
Capital humain, Santé, Population, Commerce
international

PhD 2015, Université d'Aix Marseille

DE TRUCHIS Gilles

Maître de conférences, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Économétrie théorique, finance appliquée, économétrie financière

PhD 2014, Université d'Aix Marseille

DIRER Alexis

Professeur d'université, Université d'Orléans

Directeur adjoint du LEO,

Responsable équipe Macroéconomie et Finance

Thèmes de recherche

Économie bancaire, économie de l'assurance, économie des retraites, finance

PhD 2000, Université de Nantes

FINA KAMANI Éric

Maître de conférences, Université de Tours

Thèmes de recherche

Économie bancaire, macroéconomie du développement

PhD 2018, Université de Poitiers

GALANTI Sébastien

Maître de conférences HDR, Université d'Orléans

Directeur du Master Monnaie Banque Finance

Assurance

Thèmes de recherche

Fragilité/Stabilité financière, risque financier climatique, finance digitale-économie des intermédiaires financiers, économie de l'information, incitations et conflits d'intérêts

PhD : 2006, Université Paris X

GALIEGUE Xavier

Maître de conférences HDR, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Économie de l'environnement et du développement durable

PhD 1985, Université Paris X

GAZE Pierre

Maître de conférences, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Économie industrielle, économie des réseaux, théorie monétaire, économie bancaire

PhD 1998, Université d'Orléans

HURLIN Christophe

Professeur d'université, Université d'Orléans

Directeur du LÉO

Thèmes de recherche

Économétrie, finance

PhD 1999, Université Paris I Panthéon Sorbonne

KIRAT Djamel

Maître de conférences, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Économie du développement, économétrie, économie de l'environnement et du développement durable, économie d'énergie, économétrie Appliquée

PhD 2012, Université de Paris 1

KOLEDA Gilles

Maître de conférences, Université de Tours

Thèmes de recherche

Politique économique, croissance et fluctuations

PhD 2001, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

LAHIANI Amine

Maître de conférences, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Prix d'actifs, finance de marché, finance internationale, économétrie

PhD 2008, Université Paris 10

LAVIGNE Anne

Professeur d'université, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Economie des réseaux, finance de marché

PhD 1990, Université Paris Nanterre

LE QUERE Françoise

Maître de conférences, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Prix d'actifs, finance de marché, finance internationale

PhD 1996, Université d'Orléans

LUCOTTE Yannick

Maître de conférences, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Politique monétaire, économie bancaire, politique économique, économétrie appliquée

PhD 2012, Université d'Orléans

MENUET Maxime

Maître de conférences, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Macroéconomie, économie des conflits

PhD 2018, Université d'Orléans

MINEA Alexandru

Professeur d'université, Université Clermont Auvergne

Thèmes de recherche

macroéconomie, économie du développement, macroéconomie et environnement

PhD 2007, Université d'Orléans

MIRZA Daniel

Professeur d'université, Université de Tours
Responsable équipe Economie Internationale et Développement Durable

Thèmes de recherche

Commerce international, économie des conflits

PhD 2001, Université de Paris 1

MONTALIEU Thierry

Maître de conférences, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Commerce international, économie du développement, microfinance, finance internationale

PhD 1990, Université de Clermont Ferrand

NDOYE Abdoul-Aziz

Maître de conférences, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Économie du développement, économétrie, Statistique, distribution personnelle des revenus, théorie et économétrie appliquée, microéconométrie

PhD 2013, AMSE

NIKITIN Marc

Professeur émérite, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Histoire de la gestion, épistémologie des sciences de la gestion, comptabilité de gestion

PhD 1992, Université de Paris 9

NUNEZ-ROCHA Thaïs

Maître de conférences, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Commerce international, Economie de l'environnement et du développement durable, Ressources naturelles, Changement climatique

PhD 2016, Université de Paris 1

ONORI Daria

Maître de conférences, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Finance de marché, croissance et fluctuations

PhD 2016, Université catholique de Louvain and La Sapienza, Université de Rome

PARIS Anthony

Maître de conférences, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Économie de l'environnement et du développement durable, économétrie Appliquée

PhD 2018, Université de Paris 10

PIATECKI Cyrille

Professeur d'université, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Économie des réseaux, finance de marché

PhD 1984, Université Paris 2

PICAULT Matthieu

Maître de conférences, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Politique monétaire, communication des banques centrales, transmissions de la politique monétaire, marché des prêts syndiqués, secteur bancaire européen

PhD 2017, Université Aix-Marseille

POLLIN Jean-Paul

Professeur émérite, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Théorie monétaire, politique monétaire, finance de marché, économie bancaire

PhD 1973, Université de Paris 1

RABAUD Isabelle

Maître de conférences HDR, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Commerce international, migration, déséquilibres financiers internationaux, commerce et terrorisme, commerce et santé

PhD 1995, Université Paris 9

RAULT Christophe

Professeur d'université, Université d'Orléans

Thèmes de recherche Economie du développement, économétrie, économétrie financière

PhD 2000, Université Paris 1

RIETSCH Christian

Maître de conférence émérite, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Finance historique

PhD 1981, Université de Nantes

RINGUEDE Sébastien

Maître de conférences, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Économie du travail, finance d'entreprise, économétrie, finance

PhD 1997, Université d'Orléans

SCHWARTZ Sonia

Professeur d'université, Université Clermont Auvergne

Thèmes de recherche

macroéconomie, économie du développement, macroéconomie et environnement

PhD 2004, Université de Franche Comté

SEMEDO Gervasio

Maître de conférences HDR, Université de Tours

Thèmes de recherche

Économie du développement, politique monétaire

PhD 1992, Université de Tours*

TOPKAVI Sessi

Professeur d'université, Université d'Orléans

Responsable équipe Économétrie

Thèmes de recherche

Économétrie, économétrie financière, théorie et économétrie appliquée, économie financière appliquée

PhD 2008, Université d'Orléans

TURCU Camelia

Professeur d'université, Université d'Orléans

Responsable équipe Economie Internationale et Développement Durable

Thèmes de recherche

Commerce international, théorie monétaire, intégration régionale et économie géographique, politique économique

PhD 2008, Université de Poitiers

VILIEU Patrick

Professeur d'université, Université d'Orléans

Directeur école doctorale

Thèmes de recherche

Politique monétaire, politique budgétaire, croissance et fluctuations

PhD 1992, Université Paris 1

VOIA Marcel-Christian

Professeur d'université, Université d'Orléans

Thèmes de recherche

Économie du développement, économie du travail, économie industrielle, finance, économie de l'environnement et du développement durable, économie publique, économie d'énergie, économétrie appliquée, microéconométrie

PHD 2005, Université Western Ontario

Liste des doctorants

ABDELKEFI Sana

Titre de la thèse « Vers un modèle de financement des investissements à travers le crowdfunding : cas de la France »

Directeur de thèse Amine LAHIANI

Codirecteur Salah BEN HAMAD

Directeur de thèse Christian RIETSCH

AHOUANGBE Vignawou (Lucien)

Titre de la thèse « Dynamique des entreprises et événements extrêmes »

Directrice de thèse Camelia TURCU

Codirecteur Marcel VOIA

ALASSANI Asbath

Titre de la thèse « Fiscalité Indirecte, mobilisation des recettes et redistribution : cas des pays de l'Afrique subsaharienne »

Directeur de thèse Gervasio SEMEDO

Codirecteur Bertrand LAPORTE

AMAKOUE Yrkamba Bienvenu

Titre de la thèse « Ouverture Economique en Périodes de Pandémies »

Directrice de thèse Isabelle RABAUD

Codirecteur Daniel MIRZA

AMIDI Sahar

Titre de la thèse « Essais sur les défis environnementaux, la croissance économique et la finance »

Directrice de thèse Isabelle RABAUD

Co-encadrant Thais NUNEZ-ROCHA

AVRIL Pauline

Titre de la thèse « Catastrophes naturelles et instabilité financière »

Directrice de thèse Camelia TURCU

Codirecteur Grégory LEVIEUGE

BALVIR SINGH Dorian

Titre de la thèse « Le cycle de vie des règles budgétaires »

Directeur de thèse Jean-Louis COMBES

Co-directeur/encadrant Alexandru MINEA

BAMBE Bao-We-Wal

Titre de la thèse « Analyse des effets macroéconomiques du ciblage d'inflation et des règles budgétaires dans les pays en développement »

Directeur de thèse Jean-Louis COMBES

Co-directeur/encadrant Alexandru MINEA

BARET Matilda

Titre de la thèse « Transition énergétique et transformation des modèles économiques »

Directeur de thèse Camelia TURCU

Co-directeur/encadrant Yannick LUCOTTE

BELLOUSSAIEF Ahmed

Titre de la thèse « la Conduite de la politique macroprudentielle : Architecture institutionnelle, efficacité et gouvernance »

Directrice de thèse Raphaëlle BELLANDO

Co-encadrant Yannick LUCOTTE

BENCHORA Inessa

Titre de la thèse « Risques Financiers Climatiques »

Directeur de thèse Sébastien GALANTI

BOTEY Montserrat

Titre de la thèse « Trois Essais sur la Transition Démographique et les Inégalités de Patrimoine »

Directeur de thèse Alexis DIRER

BOURNY Dylan

Titre de la thèse « Commerce international, localisation et environnement »

Directrice de thèse Camelia TURCU

Codirecteur Daniel MIRZA

BURDET Ioana-Florina

Titre de la thèse « Consommation privée et effets de richesse dans les pays émergents »

Directeur de thèse MINEA Alexandru

Co-directeur/encadrant SILAGHI Monica-Ioana

Etablissement co-tutelle Babes-Bolyai Univesity

C. VALLEE Geneviève

Titre de la thèse « Essais sur la micro-économétrie, la finance des consommateurs et des entreprises, et les changements climatiques »

Directeur de thèse VOIA Marcel

CAPOTA Laura-Dona

Titre de la thèse « *Fonds de Placement et Stabilité Financière* »

Directrice de thèse Raphaëlle BELLANDO

Codirecteur Sébastien GALANTI

CHAMAS Chad

Titre de la thèse « *Essais à l'Économétrie des mesures d'Inégalités et de Pauvreté* »

Directeur de thèse Marcel VOIA

Codirecteur Abdoul Aziz NDOYE

COULIBALY Mohamed

Titre de la thèse « *Financements intermédiés et accès des petites et moyennes entreprises au financement de long terme : relations et déterminants de la maximisation de l'efficacité des instruments financiers en Afrique* »

Directeur de thèse Gervasio SEMEDO

COULIBALY Yacouba

Titre de la thèse « *Natural resources and public finance in developing countries* »

Directeur de thèse Patrick VILLIEU

Codirecteur Alexandru MINEA

D'ALMEIDA MANNKO Ayoko Charlotte

Titre de la thèse « *Effet spatial dans la relation entre la Santé et la Croissance : cas des pays de l'UEMOA* »

Directeur de thèse SEMEDO Gervasio

Co-directeur/encadrant AGBODJI AKOETE EGA

Etablissement co-tutelle Université de Lomé

DIALLO Askandarou

Titre de la thèse « *Trois essais sur les flux de capitaux privés dans les pays d'Afrique subsaharienne* »

Directrice de thèse Isabelle RABAUD

DIALLO Saikou Amadou

Titre de la thèse « *Est-ce que les programmes de formations gérées par les gouvernement fédéraux et locaux permettent-ils de réduire le chômage de long terme?* »

Directeur de thèse Marcel VOIA

DIOUF Diatou

Titre de la thèse : « *Trois essais sur la crédibilité de la politique budgétaire (fiscale) dans le spays de l'UEMOA* »

Directeur de thèse : Sciences de la Société : Territoires, Economie, Droit - SSTED

Co-directeur/encadrant : SEMEDO Gervasio

DOVONOU LAMISSI Vanessa-Paradis

Titre de la thèse « *Nouveaux défis pour les politiques macroéconomiques dans le cadre du Trilemma* »

Directrice de thèse Camelia TURCU

Codirecteur Florina Cristina BADARAU

EDOH Eyah Denise

Titre de la thèse « *Essais sur les services financiers digitaux, contraintes politiques, et politique budgétaire.* »

Directeur de thèse Sciences Economiques, Juridiques, Politiques et de Gestion

Co-directeur/encadrant Jean-Louis COMBES

FYLLA Emmanuel

Titre de la thèse « *La Prise en compte des inégalités dans les objectifs de développement économique* »

Directeur de thèse Xavier GALIEGUE

GHAZOUANI Wiem

Titre de la thèse « *Traitement automatique du langage naturel et apprentissage automatique : applications aux marchés financiers* »

Directeur de thèse Alexis DIRER

Co-encadrants Matthieu PICAULT & Hakim AKEB

HISGUIMA DASSIDI Crépin

Titre de la thèse « *Essais sur la politique budgétaire, le changement climatique et le financement du développement* »

Directeur de thèse Xavier GALIEGUE

Co-directeur/encadrant Djamel KIRAT

JONES Jentry

Titre de la thèse « *Finance des ménages et Robo-Advising* »

Directrice de thèse Béatrice BOULU-RESHEF

Codirecteurs Alexis DIRER & Sylvain BENOIT

KABRE Isaac

Titre de la thèse « *Politique budgétaire et inégalités de revenus dans les pays de la CEDEAO* »

Directeur de thèse Gervasio SEMEDO

Codirecteur Pam ZAHONOGO

KEITA Arrouna

Titre de la thèse « *Découvertes de ressources naturelles et politique budgétaire* »

Directrice de thèse Camelia TURCU

KEUNGNE KOUOTANG Leo Spencer

Titre de la thèse « *Essais sur le rôle de la politique monétaire de la BEAC dans le développement économique de la CEMAC* »

Directeur de thèse Grégory LEVIEUGE

Codirecteur Jean-Paul POLLIN

KHALILZADEH SILABI Zahra

Titre de la thèse « *L'effet de la langue et du comportement des immigrants sur le développement humain et l'environnement dans le pays de destination* »

Directrice de thèse Isabelle RABAUD

KITUTILA WALUBILA Yannick

Titre de la thèse « *Dette publique, risques financiers et croissance économique* »

Directeur de thèse : Sciences de la Société : Territoires, Economie, Droit - SSTED

Co-directeur/encadrant SEMEDO Gervasio

KOBBI Hassen

Titre de la thèse « *Les déterminants et les conséquences macroéconomiques de l'instabilité politique* »

Directeur de thèse JUDE EGGOH

Co-encadrant Patrick VILLIEU

KOUASSI Lou (Karine)

Titre de la thèse « *Essais sur l'innovation dans les pays en développement* »

Directeur de thèse Xavier GALIEGUE

Codirecteur Jacque Loesse ESSO

KOUGBLENOU Komlan (Yannick)

Titre de la thèse « *Data Science et Machine Learning pour la détection de fraude financière* »

Directeur de thèse Christophe HURLIN

Codirecteur BART BAESSENS

KRAUTKRAEMER Anneliese

Titre de la thèse « *Efficacité économique et environnementale des paiements pour services environnementaux* »

Directeur de thèse Sonia SCHWARTZ

Co-directeur/encadrant Pascale MOTEL COMBES

LE LANN Daniel-Wassim

Titre de la thèse « *Quatre essais sur la finance durable* »

Directeur de thèse Sessi Noude TOKPAVI

Codirecteur Louis RAFFESTIN

LEDUC Julie

Titre de la thèse « *Pollution sonore : Évaluation des impacts économiques, sanitaires et réglementaires* »

Directeur de thèse Daniel MIRZA

Co-directeur/encadrant EVRARD Anne-Sophie

LINGER Mathis

Titre de la thèse « *Analyse de la liquidité et modélisation des frictions de marché sur le marché du crédit* »

Directeur de thèse : VOIA Marcel

Co-directeur/encadrant : BANULESCU-RADU Denisa

LOUAFI Mehdi

Titre de la thèse « Trois essais sur la finance des ménages : Comportements d'investissement dans un contexte d'intermédiation financière digitalisée »

Directeur de thèse : BOULU-RESHEF Béatrice

LOUKIL Rabie

Titre de la thèse « Effets de la politique monétaire sur le canal de la prise de risque bancaire en Tunisie : Modélisation en équilibre général dynamique et stochastique (DSGE) »

Directeur de thèse Amine LAHIANI

Co-directeur/encadrant Foued BADR GABSI

Etablissement co-tutelle Université de Sfax

MAHMOUDI Mehdi

Titre de la thèse « Les effets de la micro-finance sur le développement durable »

Directeur de thèse Xavier GALIEGUE

Codirecteur Rached BOUAZIZ

Co-encadrant Thierry MONTALIEU

MBA EYENE Franck

Titre de la thèse : « Réserves de change et pertinence de l'ancrage monétaire de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale »

Directeur de thèse Patrick VILLIEU

Co-directeur/encadrant Gervasio SEMEDO

MEDDEB Safa

Titre de la thèse « Corruption, gouvernance et fiscalité »

Directeur de thèse Patrick VILLIEU

Codirecteur Anis BOUABID

Codirecteur Marcel VOIA

MOGODE MBAÏBEDJE Nadine

Titre de la thèse « Les énergies renouvelables et développement durable en Afrique »

Directeur de thèse Xavier GALIEGUE

MTIBAA Ameni

Titre de la thèse « Impact de la consolidation fiscale sur la croissance économique : cas des pays en voie de développement »

Directeur de thèse Amine LAHIANI

Codirecteur Foued BADR GABSI

OGWENO Jedah

Titre de la thèse « Essays on fiscal space and fiscal policy sustainability in developing countries »

Directeur de thèse Gervasio SEMEDO

Codirecteur George Kosimbei

OKOKO Aimé

Titre de la thèse « Marché des quotas de pollution et performances économiques des entreprises »

Directeur de thèse MOTEL COMBES Pascale

Co-directeur/encadrant SCHWARTZ Sonia

ORIOLA Hugo

Titre de la thèse « Le cycle politico-monnaire ou comment l'action de la banque centrale influence la politique nationale »

Directeur de thèse Patrick VILLIEU

Codirecteur Alexandru MINEA

OWEGGI Chantale Riziki

Titre de la thèse : « Pauvreté énergétique, changement climatique et genre en Afrique subsaharienne »

Directeur de thèse : Sciences Economiques, Juridiques, Politiques et de Gestion

Co-directeur/encadrant : Pascale MOTEL COMBES

PHAM Khanh Linh

Titre de la thèse Trois essais en Reporting Extra-Financier »

Directrice de thèse Béatrice BOULU-RESHEF

POP Teodora-Madalina

Titre de la thèse « Croissance économique et inégalité de revenu »

Directeur de thèse MINEA ALEXANDRU

Co-directeur/encadrant SILAGHI Monica-Ioana

Etablissement co-tutelle Babes-Bolyai University Cluj-Napoca

POUEY Sarah

Titre de la thèse « Changement climatique, événements météorologiques extrêmes et dette publique »

Directeur de thèse MIRZA Daniel

Co-directeur/encadrant TURCU Camelia

RIASCOS BENAVIDES José

Titre de la thèse « Environnement, ressources naturelles et inégalités : le rôle des politiques économiques »

Directeur de thèse TURCU Camelia

Co-directeur/encadrant LEVIEUGE Grégory

SACKO Mamadou

Titre de la thèse « Impact économique et social des conflits et attentats terroristes »

Directeur de thèse Daniel MIRZA

SADIA Jean-Yves Toussaint

Titre de la thèse « Politiques socio-économiques et réduction de la pauvreté : cas de la Côte d'Ivoire »

Directeur de thèse Patrick VILLIEU

SAURIN Sébastien

Titre de la thèse « Équité algorithmique en finance »

Directeur de thèse Christophe HURLIN

Co-directeur/encadrant Christophe PERIGNON

SIALA Mohamed

Titre de la thèse : « Évaluation multicritères des effets de la structure sanitaire sur la croissance économique européenne : Aspects théoriques et économétriques. »

Directeur de thèse Isabelle RABAUD

Co-directeur/encadrant Mohamed BEN AMAR

Etablissement co-tutelle Université de Sfax

STRANGO Cristina

Titre de la thèse « La digitalisation des services publics et la corruption »

Directeur de thèse Sciences de la Société : Territoires, Économie, Droit - SSTED

Co-directeur/encadrant Camelia TURCU

Etablissement co-tutelle Université De L'ouest De Timisoara

TOGBETSE Koami

Titre de la thèse : « Politiques économiques et ressources naturelles dans le contexte de la transition énergétique »

Directeur de thèse Camelia TURCU

VIGNOBOUL Aubin

Titre de la thèse « L'impact des chocs sur les inégalités »

Directeur de thèse Jean-Louis COMBES

Co-directeur/encadrant Sonia SCHWARTZ

YANKOL Meryem

Titre de la thèse : « Nouvelles approches du Machine Learning pour la détection des fraudes financières et l'analyse de la survie dans les secteurs de l'assurance »

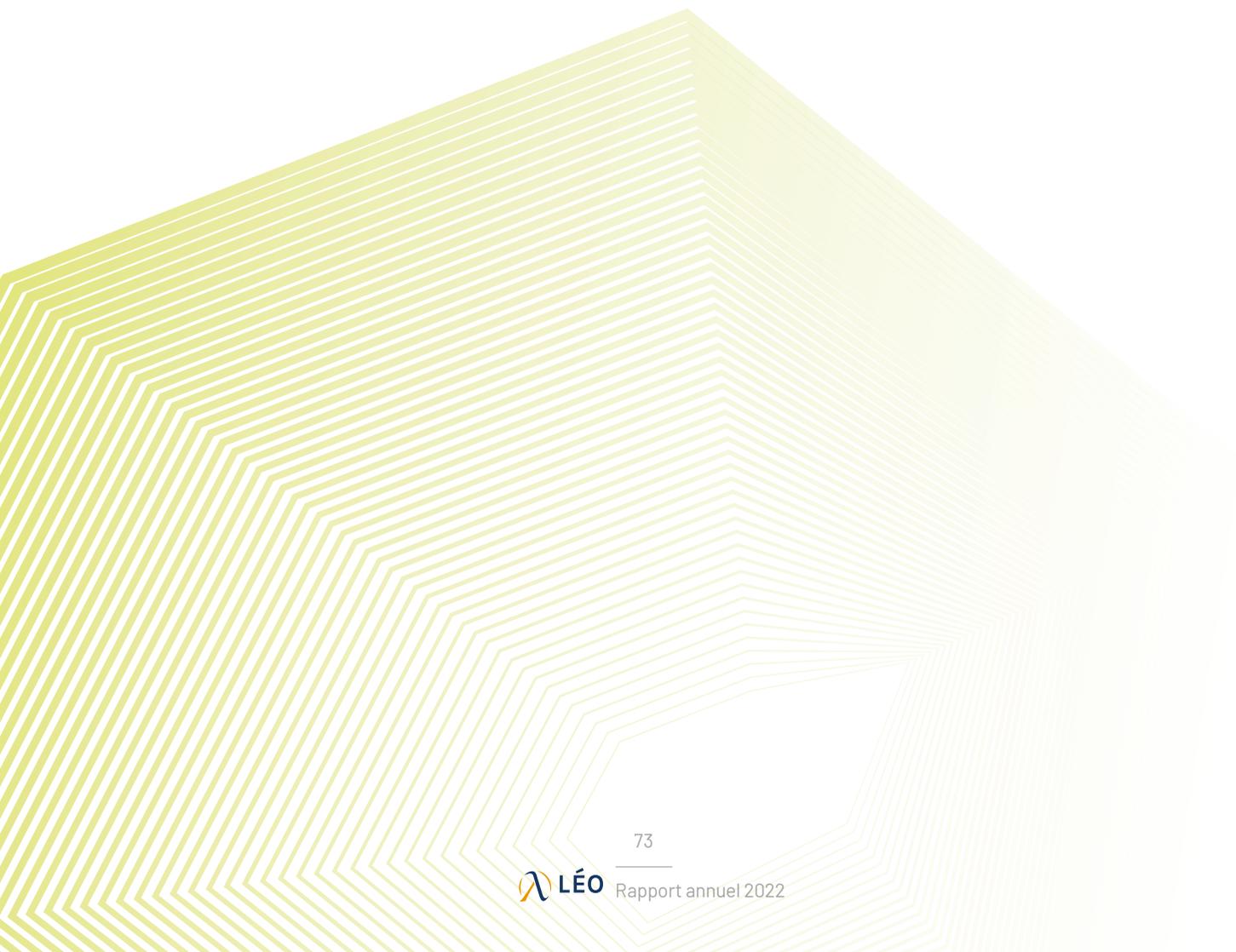
Directeur de thèse Sessi Noude TOKPAVI

Co-directeur/encadrant Denisa BANULESCU-RADU

ZAHONOGO Arnaud

Titre de la thèse « Libéralisation commerciale, pauvreté et marché du travail en Afrique Sub-saharienne »

Directeur de thèse Gervasio SEMEDO



Directeur de publication
Christophe Hurlin
Rédaction
Christophe Hurlin / Mélie Hénault

2024, Université d'Orléans - Tous droits réservés
Faculté de Droit, d'Économie et de Gestion
Laboratoire d'Économie d'Orléans
Création et mise en page  Communication

Rue de Blois - BP 26739
45067 ORLÉANS Cedex 2

Contact : 02 38 41 70 37

www.leo-univ-orleans.fr

